



# Répertoire des acteurs de la qualité environnementale

Etude préalable






MAGISTERE 3

Vannina MALLARONI

Avril - Août 2004

## SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	2
LA COMMANDE	3
INTRODUCTION	4
Les filières qualité environnementale en Rhône Alpes	5
A. Les produits naturels et biologiques	6
I. Un domaine d'activité de la « qualité environnementale » reconnu	6
 Le cahier des charges des produits de l'agriculture biologique	7
 La marque Bio équitable	7
 La charte Cosmébio	7
II. Les produits biologiques et naturels : un domaine d'activité en plein essor	8
III. Les acteurs à identifier	9
B. La construction environnementale	11
I. Définition	11
II. Le manque de structuration de la construction environnementale freinerait son essor	12
a. Les énergies renouvelables, un secteur reconnu	13
b. Une norme à diffuser pour l'essor de la construction environnementale	13
c. La HQE freinée par le manque de reconnaissance	14
III. Des acteurs difficiles à identifier	14
C. Le bois construction	17
I. Le bois un matériau « qualité environnementale »	17
a. Ses qualités intrinsèques	17
b. PEFC : un outil de gestion durable	17
II. Une filière à dynamiser	18
III. Les acteurs à identifier	19
D. Le management environnemental	22
I. Un outil transversal de la qualité environnementale	22
a. Approche site de production	22
b. Approche produit ou eco-conception	23
II. Le management environnemental, un outil à diffuser	23
III. Les acteurs à identifier	24
Elaboration du répertoire des acteurs de la qualité environnementale	27
Présentation générale du Répertoire des acteurs de la qualité environnementale	28
I. L'origine du projet	28
II. L'esprit et les objectifs du répertoire	28
III. Le déroulement du projet	29
Cahier des Charges Phase I	31
Présentation de la Phase I	32
Descriptif du Répertoire des acteurs de la qualité environnementale	35
Enquête auprès des acteurs recensés	44
Lettre de présentation	45
Questionnaire destiné aux associations et organismes publics	47
Questionnaire destiné aux entreprises privées	49
Lettre de conventionnement	52
Présentation de la phase 2	55
TABLES DES ILLUSTRATIONS	63
BIBLIOGRAPHIE	64
ANNEXES	67

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement :

Mme Pascale Der KATCHADOURIAN, Directrice d'INEED pour la confiance qu'elle m'a donné,

M. Laurent CLEREL, Chargé de mission CCI « communication » et

M. Franck GUIGARD, Responsable du service CCI « info éco » pour leur disponibilité et leurs conseils avisés,

M. Patrick FAUGOIN, professeur associé du C.E.S.A. pour son soutien.

Je tiens à remercier également:

- M. Bruno BONNAMOUR, Chargé de mission INEED « bois construction »,
- Mme. Maria NIANG, Assistante d'INEED,
- Mme. Chantal RIEUX, Responsable d'INEED Formation,
- M. Pierre DESCOMBES, Directeur d'INEED Formation,
- M. Sébastien GLEZ, Chargé de mission CCI « informatique »,
- Melle. Nolwenn SOULEBAN, Chargé de mission CCI « environnement »,
- Mme Cécile LARGAUD, Chargé de mission CCI « industrie »,
- Mme. Laurence HEYDEL, Responsable de Bioconvergence Rhône Alpes,
- Mme. Marinette FEUILLADE, Responsable de CORABIO,
- M. Rodolphe BALZ, Représentant de l'association Cosmébio,
- M. MAES, Directeur d'Ubase,
- M. Laurent FABREGUE, Chargé de mission de Céribois,
- M. Hervé GIRARD, Géobiologue - représentant de Oïkos et VAD,
- M. Andréas KREWETT, Chef d'entreprise AKTERRE,
- M. Jean ALLAIN, Directeur du FBTP 07/26.



## LA COMMANDE

INEED Rhône-Alpes<sup>1</sup> est un Pôle de Développement Durable créé par la CCI de la Drôme et spécialisé sur les filières particulièrement présentes sur le territoire de Rhône-Alpes :

- **Produits biologiques et naturels (filière avale) :**
  - Agro alimentaire biologique
  - Viticulture « bio »
  - Cosmétique biologique et naturelle
- **Bois construction :**
  - Deuxième transformation bois
  - Prescripteur, négoce de bois et de matériel
- **Construction environnementale :**
  - HQE (démarche)
  - Eco-construction (matériaux)
  - Energies renouvelables

Pour les entreprises de ces filières, INEED est avant tout une interface, un outil sur lequel les entreprises engagées et « conventionnelles<sup>2</sup> » doivent pouvoir s'appuyer pour développer de nouveaux produits et de nouveaux marchés animés par la démarche de « développement durable ». Son objectif principal est de mettre en relation les entreprises avec des compétences qu'elles recherchent pour innover, s'informer, se former, se développer.

Pour mieux communiquer auprès des entreprises et faire connaître non seulement le rôle du pôle mais aussi ces filières, INEED crée actuellement un site Internet qui se veut être la vitrine du pôle.

Le site Internet est réalisé en interne et sera opérationnel dès septembre 2004. A ce jour il présente les grandes lignes des domaines d'activités précités, le rôle et les actions du pôle. Cependant INEED voudrait le développer, lui donner un côté plus opérationnel et permettre à travers celui-ci une « mise en réseau » entre des chefs d'entreprises et des « compétences ».

Pour cela INEED veut constituer la base de données des acteurs régionaux de la « bio », de la filière bois construction, de la construction environnementale et du management environnemental ; la mettre en ligne afin de faciliter la démarche des entreprises qui veulent se créer, se développer ou se reconvertir dans cette optique. L'élaboration de ce projet amènera à :

- Elaborer un cahier des charges présentant : le contenu, le fonctionnement et les modalités de gestion de la base de données,
- Etablir une stratégie d'acquisition des données,
- Recenser les acteurs de la base de données : organiser, qualifier et quantifier ces données afin de les rendre lisibles et accessibles à partir du site,
- Proposer la rémunération des services du pôle

<sup>1</sup> INnovation pour l'Environnement et l'Economie Durable de Rhône Alpes. Tout au long du rapport le service sera appelé INEED

<sup>2</sup> Le terme de conventionnelle est ici utilisé dans le même sens que « agriculture conventionnelle et agriculture biologique » autrement dit il qualifie les entreprises du BTP, de l'agro-alimentaire ou de la cosmétique... qui ne prennent pas en compte l'environnement dans leur processus de fabrication.

## INTRODUCTION

« Satisfaire les besoins présents sans compromettre l'aptitude des générations futures à couvrir leurs propres besoins », le développement durable est un concept qui est monté en puissance depuis 1992<sup>3</sup> mais qui commence à peine à devenir concret et applicable aux yeux des entreprises. D'ailleurs il n'existe pas (ou très peu<sup>4</sup>) aujourd'hui d'activité économique reconnue « développement durable », autrement dit qui atteint un mode de production de bien ou de service étant économiquement viable, environnementalement vivable et socialement équitable.

Depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, le concept de gestion durable prend une importance de plus en plus grande dans les orientations politiques nationales et régionales et permet l'émergence de la prise en compte de l'environnement dans les activités économiques et plus largement dans la société. On voit depuis quelques années non seulement l'essor de nouvelles filières (comme l'agro-alimentaire bio ou l'éco construction) qui prennent en considération la sphère environnementale mais aussi l'apparition d'outils concrets (comme le management environnemental) qui permettent l'application de la « qualité environnementale » dans les activités économiques.

Ces mutations, liées au développement durable, nécessitent de nouvelles compétences appropriées qu'INEED veut identifier pour accompagner les entreprises qui s'orientent dans la démarche « qualité environnementale ».

Pour cela INEED a engagé la création d'un « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale » à l'échelle de la Région Rhône Alpes, qui recense les différents acteurs des filières « produits biologiques et naturels », bois construction, construction environnementale et management environnemental.

Dans une première partie, ce document présente le contexte du projet - le cadre théorique et donc les objectifs auxquels peut répondre le répertoire dans chaque filière ; pour être suivi dans une seconde partie par les éléments opérationnels de mise en œuvre du projet.

Enfin, le document « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale » expose le recensement établi dans les différentes filières.

---

<sup>3</sup> Sommet de la Terre de Rio

<sup>4</sup> Il est vrai qu'à ce jour il n'existe pas de labels qui reconnaissent un produits « développement durable » cependant les produits de marque « bio équitable » répondent à la triple exigence du développement durable (économique, sociale et environnementale) autant qu'à une logique commerciale.

Cf. *Référentiel – Cahier des charges Bio Equitable* – Association Bio Equitable (Organic fair trade association) 17 pp, 2002. (contrôlé par ECOCERT SA)

## Les filières « Qualité environnementale » en Rhône Alpes

*« La qualité environnementale est l'ensemble du processus tendant à l'amélioration continue de la performance environnementale globale des activités humaines. Elle vise à augmenter les impacts positifs de ces activités sur l'environnement. Elle doit donc permettre une meilleure intégration des hommes dans leur milieu par un plus grand respect des composantes naturelles et humaines de l'environnement. »<sup>5</sup>*

La qualité environnementale se décline dans différentes activités humaines mais nous nous intéresserons plus particulièrement aux activités économiques appuyées par INEED que sont les **produits biologiques et naturels**, la **construction environnementale** et le **bois construction**, avant de nous attacher dans une dernière partie au **management environnemental** qui est un outil transversal de mise en œuvre du concept de qualité environnemental.

A travers la présentation des différentes filières accompagnées par INEED, nous verrons que la qualité environnementale est bien souvent cadrée par un référentiel qui participe au développement de celles ci. Suite à un état des lieux de leur développement à l'échelle Rhône Alpes, nous tenterons d'identifier les **compétences appropriées** (en matière de conseil, transfert de technologie, ingénierie ...) qui permettront de résorber les problématiques auxquelles sont confrontées ces filières.

---

<sup>5</sup> <http://vad.asso.free.fr/index.php>



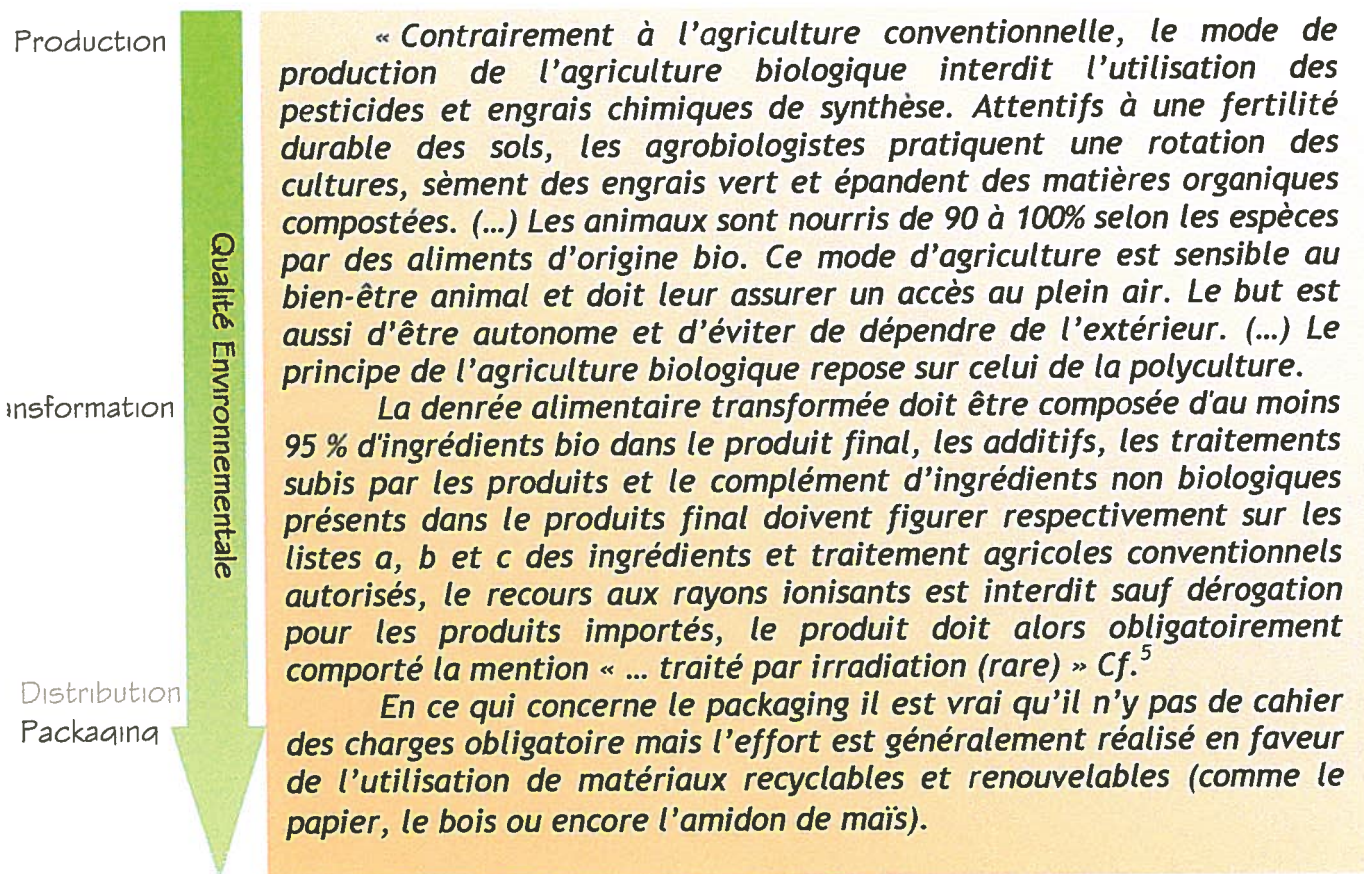
## A. Les Produits biologiques et naturels

INEED accompagne les entreprises de l'agro-alimentaire, de la viticulture et de la cosmétique bio, seules les étapes de transformation et de distribution (filrière avale) sont concernées. Pourtant une vision globale de la « chaîne du bio » sera présentée de manière à constater que la sphère environnementale est prise en compte dans son entier.

Un état des lieux régional de la filière bio nous permettra ensuite de cerner les acteurs à identifier.

### 1. Un domaine d'activité de la « qualité environnementale » « reconnu »

« L'agriculture biologique est apparue en France dans les années soixante en opposition à l'agriculture intensive qui par l'utilisation démesurée de pesticides et d'engrais solubles a eu un impact négatif sur l'environnement et la santé humaine »<sup>6</sup>.



Pour défendre ce mode de production les agriculteurs se sont alors regroupés, structurés et ont encouragé la création de référentiels qui permettent de démontrer et de reconnaître la démarche écologique.

La mise en place de cahiers des charges a tout d'abord concernée l'agriculture biologique<sup>7</sup> pour être ensuite étendu à l'industrie agro-alimentaire (transformation), puis à la cosmétique. Les labels et marques présentés ci-après ne sont pas les seuls mais

<sup>6</sup> Diagnostic de la filière bio Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes – Tome 1, 2002

<sup>7</sup> Loi n°80-502 du 4 juillet 1980

sont représentatifs des produits que l'on trouve en Rhône Alpes et surtout des compétences présentes (ou influentes) sur ce territoire.

### Le cahier des charges des produits de l'Agriculture Biologique



En France le cahier des charges de l'agriculture biologique est « l'un des plus sévères d'Europe<sup>8</sup> ». Les réglementations établies pour les modes de production et de transformation bio sont conformes au règlement CEE n°2092/91 du 24 juin 1991<sup>9</sup> modifié et au règlement CEE du 12 mars 1996<sup>10</sup>.

Pour certifier que ces techniques culturales et de transformation et le produit final sont bien conformes au cahier des charges de l'agriculture biologique, les producteurs et transformateurs ont obligation d'être soumis au contrôle d'un organisme certificateur<sup>11</sup> agréé par les pouvoirs publics français sur la base de la norme NFEN 45011 ou bénéficier d'une accréditation reconnue par le COFRAC pour la certification des produits de l'agriculture biologique.

L'utilisation du label « AB » facultative et l'étiquetage des produits d'origine agricole ou des denrées alimentaires est soumise à une déclaration préalable. Cette déclaration s'effectue au moyen d'un document établi par le Ministère chargé de l'Agriculture.

En ce qui concerne le vin bio le cahier des charges de la vinification bio n'a pas encore été agréé<sup>12</sup>. Seul peut figurer la spécification, « Vin issu de raisins en culture biologique ».

### La marque bio équitable



Le consommateur connaissait le bio, l'équitable, il découvre maintenant le produit Bio Equitable. La marque Bio Equitable a été créée officiellement en octobre 2002 par l'association du même nom<sup>13</sup>.

La marque Bio<sup>14</sup> Equitable garantit sur toute la filière de production et de transformation une certification biologique (AB ou autre référentiel international équivalent) et de conditions sociales et commerciales équitables précisées dans le référentiel.

### La charte Cosmebio

La charte Cosmebio<sup>15</sup> concerne la « transformation » cosmétique mais s'appuie sur une production de Plantes à Parfum Aromatiques et Médicinales<sup>16</sup> issu de l'agriculture biologique.

Depuis l'automne 2002, un cahier des charges de la "Cosmétique Ecologique et Biologique" a été déposé au Ministère de l'Industrie et du Commerce en France et contribue à clarifier et garantir aux consommateurs cette nouvelle cosmétique.

<sup>8</sup> Ceci est le discours de la profession française

<sup>9</sup> Production et transformation végétale

<sup>10</sup> Production et transformation animale

<sup>11</sup> Il y a actuellement cinq organismes certificateurs agréés pour le bio, dont « Ulase » qui se trouve en Drôme.

<sup>12</sup> [www.agriculture.gouv.fr](http://www.agriculture.gouv.fr), 2004

<sup>13</sup> Association Bio-Equitable qui possède une antenne à la CCI de Valence en Drôme.

<sup>14</sup> C'est l'organisme de certification Ecocert qui a été chargé d'établir le cahier des charges et de le contrôler

<sup>15</sup> Cf. annexe 1 : Extrait de la charte cosmebio

<sup>16</sup> PPAM



L'association professionnelle française COSMEBIO<sup>17</sup>, initiatrice du cahier des charges, s'est ouverte aux entreprises désireuses de s'engager dans ce type de cosmétique. Le label COSMEBIO tient compte de l'impossibilité de trouver encore certaines matières premières en "bio" et a pour cela participé à la création de deux labels<sup>18</sup> :



-soit **BIO** : " cosmétiques écologiques et biologiques " (de 95 à 100% du total des ingrédients végétaux sont issus de l'agriculture bio et 95% sont végétaux).



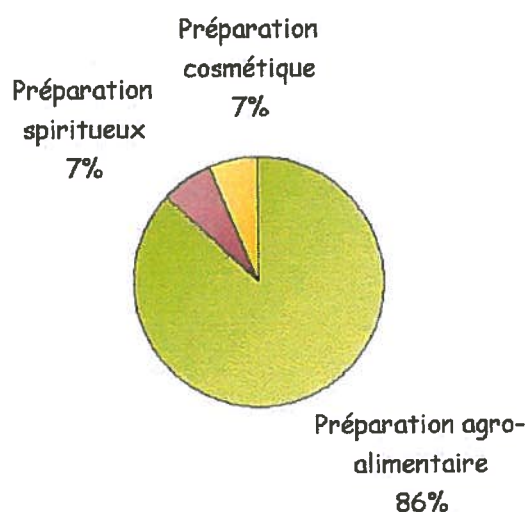
-soit **ECO** : " cosmétiques écologiques " (de 50 à 94% du total des ingrédients sont issus de l'agriculture bio et 95% sont végétaux).

Ces cahiers des charges et référentiels peuvent être perçus comme des contraintes de production lourdes mais sont au final un gage de reconnaissance et de traçabilité auprès des consommateurs et une image de marque pour l'entreprise. Ils n'ont d'ailleurs pas freiné l'essor de cette filière comme nous pourrions le voir dans la partie suivante.

## 2. Les produits bio et naturels : un domaine d'activité en plein essor

La région Rhône Alpes est la première région française en matière de préparation<sup>19</sup> de produits issus de l'agriculture biologique. En 2001, la préparation de produits bio concerne, en France, 5400 entreprises<sup>20</sup> dont 594 en Rhône Alpes<sup>21</sup>, soit 11% des préparateurs bio français. Le nombre de ces préparateurs ne cesse d'augmenter. Il a presque quintuplé en 4 ans, en passant de 120 en 1997, à 594 en 2001.

Figure 1: Le marché Rhône Alpes des produits bio<sup>22</sup>



L'activité principale des préparateurs bio concerne, dans 86 % des cas, une **transformation agro-alimentaire** (dont 81 % transformation de produits végétaux et 13 % de produits animaux).

La préparation des PPAM qui concerne 7% du bio se distingue particulièrement en Rhône-Alpes par la présence du nombre de préparateurs<sup>23</sup> mais aussi par l'importance des matières premières disponibles localement<sup>24</sup>.

La préparation de vin bio représente une forte part de l'ensemble des spiritueux mais le chiffre n'est pas connu à ce jour, le développement récent de cette activité peut en être une explication.

<sup>17</sup> L'association COSMEBIO a son siège sociale à la CCI de Valence dans la Drôme

<sup>18</sup> *Charte des fabricants adhérents à la demande « cosmétique écologique et biologique »*, Cosmebio, 3 p, 2001

<sup>19</sup> « De sa production à sa distribution, un produit bio passe par plusieurs étapes dont, notamment, sa **préparation** c'est-à-dire sa transformation et (ou) sa conservation et (ou) son conditionnement et (ou) son étiquetage. » cf. infra <sup>10</sup>

<sup>20</sup> Observatoire National de l'Agriculture Biologique, *Les chiffres 2001*, Agence Bio, 2002, 93 pp.

<sup>21</sup> Observatoire Rhône Alpes des activités liées à l'agriculture biologique, Bioconvergence Rhône Alpes et CCI de la Drôme, 15 pp, 2002

<sup>22</sup> Source : Observatoire Rhône Alpes des activités liées à l'agriculture biologique

<sup>23</sup> Rhône Alpes compte presque 17% des laboratoires cosmétiques bio français. Chiffres Cosmebio 2003

<sup>24</sup> Rhône Alpes est la deuxième région française productrice de PPAM avec 7041 ha en 2000 (source DDAF Drôme)

Le « bio » dans son ensemble est en pleine croissance<sup>25</sup> mais les filières conventionnelles représentent toujours un poids considérable sur les marchés de l'agro-alimentaire, de la viticulture et de la cosmétique. En 2002, les préparations bio ne toucheraient que 1,1 % des 35 222 industries et entreprises artisanales Rhône alpines de l'alimentaire<sup>26</sup>.

Les freins au développement des produits bio, identifiés par INEED et ses partenaires<sup>27</sup> proviendraient de domaines bien distincts.

La filière bio présente depuis bientôt 40 ans sur Rhône Alpes commence désormais à être structurée, le manque de liens qu'ils pouvaient y avoir entre l'amont et l'aval se résorbe au fil des dernières années<sup>28</sup>, mais doit toujours être consolidé<sup>29</sup>. L'exploitation des NTIC<sup>30</sup> permettrait de renforcer son réseau d'acteurs mais le bio reste l'un des rares domaines de la « qualité environnementale » à ne pas user des site Internet<sup>31</sup> et à ne pas diffuser de base de données d'acteurs. Il existe quelques annuaires papier recensant les interprofessions ou les organismes publics concernés, des sites particuliers exposant des produits bio mais la « chaîne complète du bio » est inexistante sur le web.

D'autre part une mauvaise communication -un marketing inexistant ou inadapté des produits bio est constaté et ne favorise pas toujours son écoulement en Grandes et Moyennes Surfaces ou son développement sur de nouveaux marchés<sup>32</sup>. Ces compétences très spécifiques sont actuellement difficilement trouvables que cela soit sur Internet ou sur tout autre support.

Enfin un manque d'innovation et de transfert de technologies freine le développement de nouveaux produits et de nouveaux marchés<sup>33</sup>. La diffusion de laboratoire de recherche et d'analyse compétents dans le bio est aujourd'hui très peu développée.

Pour résorber ses manques INEED propose donc de créer une base de données réunissant tous les acteurs structurant du bio et les compétences spécifiques recherchées. Cette base de données a pour objectif de :

- Renforcer le réseau d'acteurs
- Donner accès aux compétences en matière de marketing
- Donner accès à l'innovation.

<sup>25</sup> Le nombre de préparateurs bio à quintuplé en 4 ans (120 en 1997 et 594 en 2001)

<sup>26</sup> Observatoire Rhône Alpes des activités liées à l'agriculture biologique, Bioconvergence Rhône Alpes et CCI de la Drôme, 15 pp, 2002

<sup>27</sup> Bioconvergence, Bio équitable, Corabio et Cosmébio

<sup>28</sup> La CCI de la Drôme, Corabio et Bioconvergence ont mis en place il y a 2 ans « Appui-bio » qui fait le lien entre « l'interprofession » des producteurs et celle des transformateurs-distributeurs.

<sup>29</sup> Les transformateurs connaissent toujours des problèmes d'approvisionnement en matière première

<sup>30</sup> Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

<sup>31</sup> Bioconvergence, Bio équitable, Corabio et Cosmébio ne possède pas de site Internet

<sup>32</sup> Entretien avec Laurence Heydel, responsable de Bioconvergence

<sup>33</sup> Diagnostic de la filière bio *Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes* – Tome 1, 2002

### 3. Les acteurs à identifier

Suite à un travail en concertation avec les responsables des associations représentatives de la production et de la transformation agro-alimentaire bio et de la cosmétique « bio »<sup>34</sup>, les acteurs à identifier et à insérer dans la base de données pour participer à la résorption des problèmes constatés sont :

Acteurs à identifier	Les objectifs de la base de données :		
	Renforcer le réseau d'acteurs	Donner accès aux compétences en matière de marketing	Donner accès à l'innovation
Interprofessions et associations			
Organismes certificateurs			
Organismes publics et para-publics			
Laboratoires de recherche			
Laboratoires de cosmétique			
Laboratoires d'analyse			
Bureaux d'études			
Centres techniques			

Le choix a été fait de ne pas identifier les producteurs, transformateurs de l'agro-alimentaire, de la viticulture et les sous-traitant et façonniers de la cosmétique biologique et naturelle car la diffusion de ces acteurs est du ressort des « interprofessions »<sup>35</sup>.

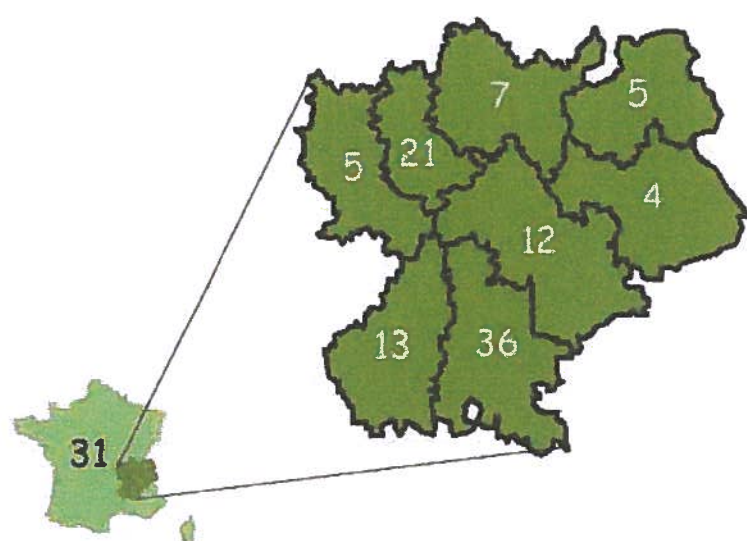
L'identification des laboratoires de cosmétique, laboratoires d'analyse et des bureaux d'études sera réalisée à l'échelle de la région Rhône Alpes. Le choix de cette échelle a été fait dans le but de privilégier les entreprises régionales. Les interprofessions, organismes certificateurs, organismes publics et laboratoires de recherche seront recensés à l'échelle régionale et même nationale lorsqu'ils interviennent en Rhône Alpes.

<sup>34</sup> Marinette FEILLADE de Corabio, Laurence HEYDEL de Bioconvergence et Rodolphe BALZ de Cosmébio

<sup>35</sup> Il n'est normalement pas légal d'appeler les associations représentantes des secteurs « bio » « interprofessions » mais le terme est passé dans le langage courant.



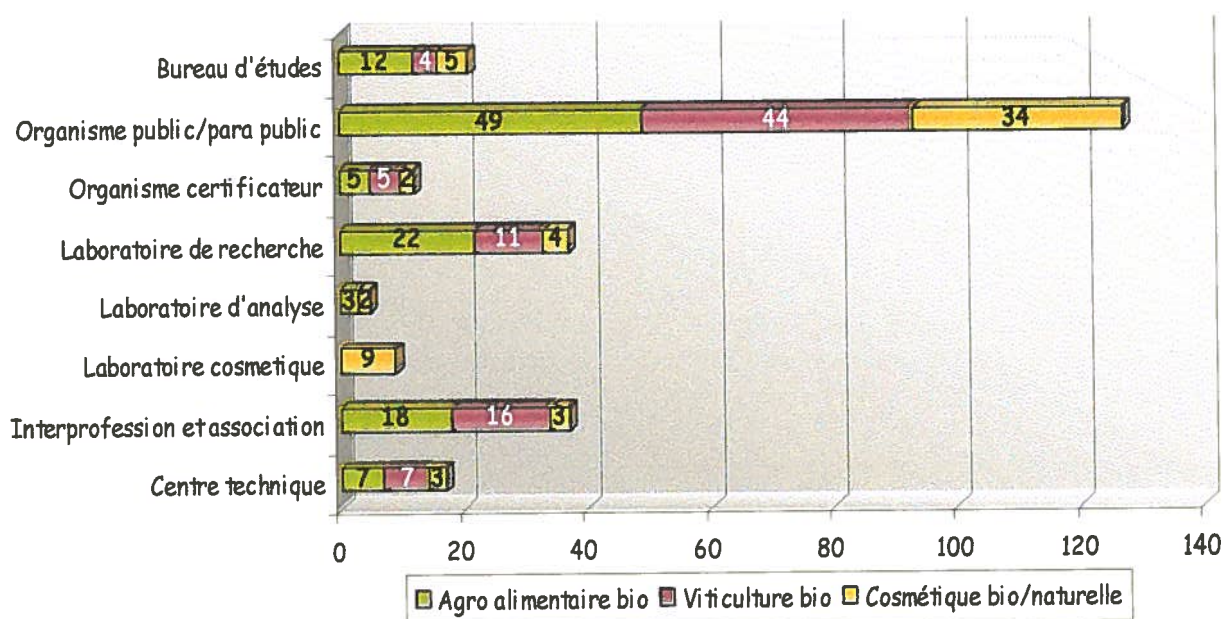
Figure 2: Recensement des acteurs des « produits biologiques et naturels » en Rhône Alpes et à l'échelle nationale<sup>36</sup>



Le recensement prend en compte les acteurs départementaux - régionaux (103) de Rhône Alpes et nationaux qui ont des compétences spécifiques et une influence sur la région (31).

Le département qui concentre le plus de structures est la Drôme, ce qui peut être expliqué par l'importance de la production et de la transformation agro-alimentaire et de PPAM.

Figure 3: Répartition des acteurs des « Produits biologiques et naturels » recensés par secteur<sup>37</sup>



Ce référencement constitue à ce jour la première base de données<sup>38</sup> exposant le réseau d'acteurs Rhône alpin du bio sur Internet.

<sup>36</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure n'est comptée qu'une seule fois.

<sup>37</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure peut être compétente dans plusieurs secteurs, elle est donc comptabilisée plusieurs fois.

<sup>38</sup> En libre accès

## B. La Construction environnementale

Suite à une définition théorique de la construction environnementale et à une observation des « réglementations » en vigueur nous verrons que la réalité du terrain est toute autre et que cette filière souffre actuellement d'un manque de structuration.

### 1. Définition

« Bioconstruction, habitat écologique, habitat sain, auto construction, Haute Qualité Environnementale (HQE®<sup>39</sup>), autant d'appellations différentes pour un même objectif : **construire dans le respect de l'environnement et de la santé de tous, ceux qui habitent comme ceux qui construisent.**<sup>40</sup> »

En France, cette démarche militante concernait des particuliers qui cherchaient à retrouver des matériaux et des techniques qui préservent l'environnement. Le concept de « construction environnementale » plus récent qui intègre la démarche HQE®, désigne une approche globale qui commence (à peine) à se structurer et à s'ouvrir à la construction tertiaire.

*L'expression « construction environnementale » désigne la prise en compte de l'environnement et de la santé humaine dans la conception des bâtiments tertiaire, autrement dit elle consiste à maîtriser les impacts des bâtiments sur l'environnement extérieur et à créer un environnement intérieur sain et confortable.*

*La construction environnementale suppose une prise en compte de l'environnement à toutes les étapes de l'élaboration et de la vie des bâtiments : programmation, conception, construction, (gestion, utilisation), démolition... il faut pour cela intervenir sur plusieurs fronts à la fois : le choix des matériaux, l'architecture, les énergies. Tous les acteurs de la construction sont concernés, ils doivent donc agir de manière concertée.*

Cependant aujourd'hui la construction environnementale, sur le marché privé<sup>41</sup>, n'est pas encore une « entité parfaite » - un « tout en soi ». Elle est souvent mise en oeuvre progressivement, « étape par étape » (d'abord sur l'énergie, puis sur les matériaux etc..) pour des raisons de coût financier mais aussi par manque d'identification et de « reconnaissance » des acteurs.

Par « reconnaissance » on entend une certification des matériaux et une qualification des savoir-faire et des techniques qui sont très répandues dans la filière du bâtiment conventionnel et qui manqueraient cruellement à sa composante environnementale.

Ces manques, plus particulièrement visible dans l'éco construction et la HQE® traduisent une structuration balbutiante de la construction environnementale qui nuit à son essor.

<sup>39</sup> « Selon un consensus, plus ou moins inspiré de textes issus du monde anglo-saxon, la HQE® repose sur quatre cibles génériques (composé de sous cibles) : éco construction, éco-gestion, confort, santé. Les deux premières sont relatives à l'impact du bâtiment sur l'environnement, à l'échelle mondiale, régionale ou locale. Les deux dernières portent sur les conditions environnementales faites à l'utilisateur ou l'habitant, à l'intérieur du bâtiment ». La HQE semble bien être une démarche qui mette en œuvre des matériaux et des techniques qui visent à respecter l'environnement. ([www.marseille.archi.fr](http://www.marseille.archi.fr))

<sup>40</sup> OLIVA JP, BOSSE-PLATIERE A, AUBERT C, *Maisons écologiques d'aujourd'hui*, Terre Vivante, Mens, 143 pp, 2002

<sup>41</sup> En opposition au marché public et au marché particulier

## 2. Le manque de structuration de la construction environnementale freinerait son essor

### a. Les énergies renouvelables : un secteur reconnu

Il semblerait que le secteur des « énergies renouvelables » soit le plus développé car :

- l'installation des matériaux dans un bâtiment tertiaire permet un retour sur investissement relativement rapide grâce à une économie sur les coûts de fonctionnement,
- l'identification des matériaux et des installateurs compétents est facilitée par l'existence de la marque « Qualisol ».

### La charte qualisol

« Qualisol est une marque déposée par l'ADEME, elle garantit aux consommateurs la qualité des matériels utilisés et le savoir-faire des professionnels qui les mettent en oeuvre.

Les installateurs qui s'engagent à respecter la Charte QUALISOL<sup>42</sup> sont reconnus aptes à prescrire et mettre en place les modèles de chauffe-eau solaires validés par l'ADEME.(...) Cette charte énonce les conditions d'une bonne pratique et les engagements de service dus au client et elle garantit des prestations de qualité.<sup>43</sup> » De plus, pour permettre la mise à disposition de ces compétences l'ADEME a réalisé une base de données qui recense les installateurs Qualisol implantés en Rhône Alpes.

### b. Une norme à diffuser pour l'essor de l'éco construction :

En ce qui concerne l'éco-construction, il faudrait que les fabricants de matériaux de construction fournissent d'une part les caractéristiques techniques de leurs produits<sup>44</sup> comme ils l'ont fait pour les matériaux conventionnels et d'autre part les caractéristiques environnementales et sanitaires de manière à justifier objectivement leur qualité environnementale.

Sur ce dernier point l'AFNOR a élaboré la norme expérimentale XP P 01-010 publiée en avril 2002.

### La norme NF XP P 01-010

Elle permet de déterminer aussi correctement que possible la participation de différents produits de construction à la qualité environnementale des projets de construction. Chaque fiche fournit le détail de la consommation en ressources naturelles, émissions dans l'environnement, production de déchets durant les phases de vie du produit : production, transport, mise en œuvre, exploitation, fin de vie.<sup>45</sup>

Cependant cette norme est très peu appliquée tant chez les artisans que chez les industriels et la plupart des éco matériaux ne sont toujours pas objectivement identifiables. Malgré tout, l'association CR3E a voulu diffuser et valoriser les savoir faire émergents en réalisant une base de données qui compte un grand nombre de fabricants, distributeurs et installateurs de matériaux situés en Rhône Alpes. Cette base de données semble être la plus complète, des trois<sup>46</sup> bases de la construction environnementale identifiées mais comme les autres est plutôt orientée vers un public de particuliers.

<sup>42</sup> Cf. annexe 2 : La charte Qualisol

<sup>43</sup> [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr), 2004

<sup>44</sup> D'après l'entretien réalisé avec Jean ALLAIN Directeur de la FBTP 26/07

<sup>45</sup> Lettre d'information INEED N°2 – Juillet 2004

<sup>46</sup> [www.cr3e.fr](http://www.cr3e.fr); [www.batirsain.free.fr](http://www.batirsain.free.fr) et [www.build2pro.fr](http://www.build2pro.fr).



### c. La HQE® freinée par le manque de reconnaissance

La HQE® se développe difficilement en raison de l'absence de certification qui se traduit par un manque à gagner pour les entreprises qui veulent s'engager ; autrement dit la certification sert non seulement à identifier le « produit haute qualité environnementale » mais aussi à valoriser l'image de l'utilisateur.

La HQE® fait actuellement l'objet d'un projet de certification débuté il y a plus de deux ans par le CSTB<sup>47</sup> (et les acteurs du bâtiment conventionnels). Ce projet de référentiel concerne les bâtiments tertiaires neufs, il peut être utilisé de manière volontaire mais n'aboutit pour l'instant à aucune certification de la part de l'AFNOR.

Si l'on prend pour modèle la filière conventionnelle du bâtiment, nous pouvons constater que, dans l'ensemble, la construction environnementale manque de certification de ces « produits<sup>48</sup> ». Mais elles nécessitent aussi des compétences très pointues tant au niveau de la mise en œuvre des matériaux que de l'application des « cibles HQE<sup>49</sup> » à la conception du bâtiment. Aujourd'hui ces qualifications de savoir faire des entreprises du bâtiment ou des prescripteurs (architectes et bureaux d'études) ne sont pas engagées, ce qui ne permet pas une identification objectives des acteurs et un développement de la filière<sup>50</sup>.

Cet état des lieux nous amène à constater qu'il est nécessaire de valoriser les démarches déjà engagées et de structurer le domaine de la construction environnementale pour permettre son développement. Pour cela INEED se propose à travers la réalisation de son répertoire des acteurs de la qualité environnementale de répondre aux objectifs suivants :

- Donner accès aux compétences en matière de mise en œuvre des matériaux,
- Donner accès aux acteurs de la certification de la construction environnementale,
- Identifier et donner accès aux compétences en matière de prescription.

Sur ce dernier point, le milieu associatif a déjà réalisé un premier référencement informel (destiné aux particuliers) des architectes et des bureaux d'études, mais la démarche doit être poursuivie et approfondie en partenariat avec les branches professionnelles si l'on veut d'une part que les entreprises adhèrent et adoptent la construction environnementale et d'autre part que l'offre existante soit valorisée et adaptée au marché. Ce travail nécessite une étude rigoureuse de l'offre des professions qui conduira à mener une deuxième phase au projet de répertoire des acteurs de la qualité environnementale.

## 3. Des acteurs difficiles à identifier

Le recensement des acteurs de la construction environnementale n'aura pas été aussi « évident » que celui réalisé pour ceux des produits biologiques et naturels, car :

<sup>47</sup> Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

<sup>48</sup> Tant les matériaux que les bâtiments

<sup>49</sup> Cf. 14 cibles [www.assohqe.org](http://www.assohqe.org)

<sup>50</sup> Compte rendu de l'intervention du Président BIDOUX de l'association HQE à l'assemblée générale de l'association ADQE 26/07

d'une part les différents corps de métiers de la filière ne sont pas représentés par des fédérations (ou associations) spécifiques à la qualité environnementale<sup>51</sup>,

d'autre part les acteurs sont difficilement identifiables à cause du manque de certification et de qualification. Sur ce point un service de la chambre de commerce et d'industrie ne peut recenser une partie des acteurs d'un domaine d'activité (ici la construction), sans critères objectifs établis par la profession. Il a donc été décidé de réaliser un recensement des acteurs en deux temps.

■ Dans un premier temps, les acteurs qui ont une approche globale<sup>52</sup> ont été recensés par nos soins, et les fabricants, distributeurs et entreprises contribuant à la « mise en œuvre » de la qualité environnementale seront diffusés par le biais d'un conventionnement avec l'ADEME et CR3E,

■ d'autre part les prescripteurs et plus particulièrement les bureaux d'études de la construction environnementale qui nécessitent une observation plus fine du marché, feront l'objet d'une seconde phase d'étude. Cette seconde phase consistera en l'élaboration d'un référentiel qui définit les diverses missions d'un bureau d'études en matière de construction environnementale, suivi d'une enquête réalisée auprès de l'ensemble des bureaux d'études.

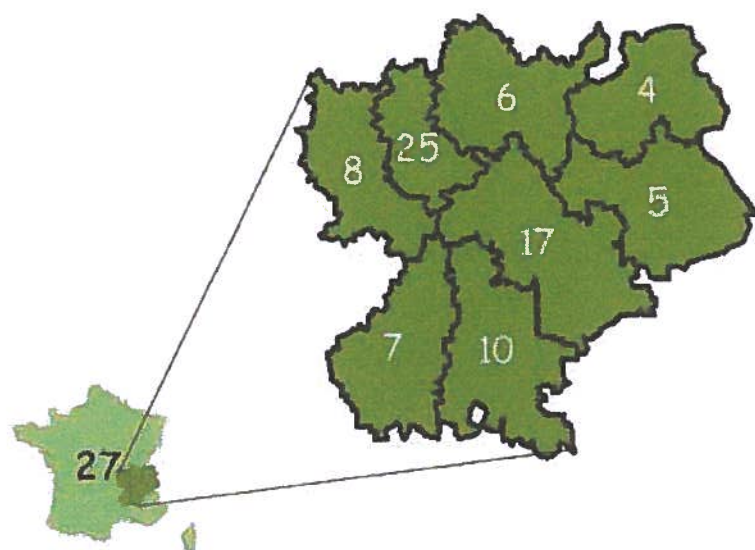
La création progressive de cette base de données a pour but de rendre intelligible l'ensemble des acteurs de la construction environnementale compétent, auprès des entreprises.

Acteurs à identifier	Les objectifs de la base de données donner accès :		
	Au réseau de la construction environnementale	Aux compétences pour la mise en œuvre des matériaux	Aux compétences en matière de qualification/certification
Interprofessions et associations			
Organismes certificateurs			
Organismes publics et para-publics			
Fournisseurs et distributeurs		Conventionnement avec CR3E	
Entreprises Qualisol		Conventionnement avec l'ADEME	
Laboratoires de recherche			
Centres techniques			

<sup>51</sup> Les différents corps de métiers sont représentés par des fédérations conventionnelles. Les interprofessions de la construction environnementale regroupent un ensemble d'acteurs et non une profession particulière

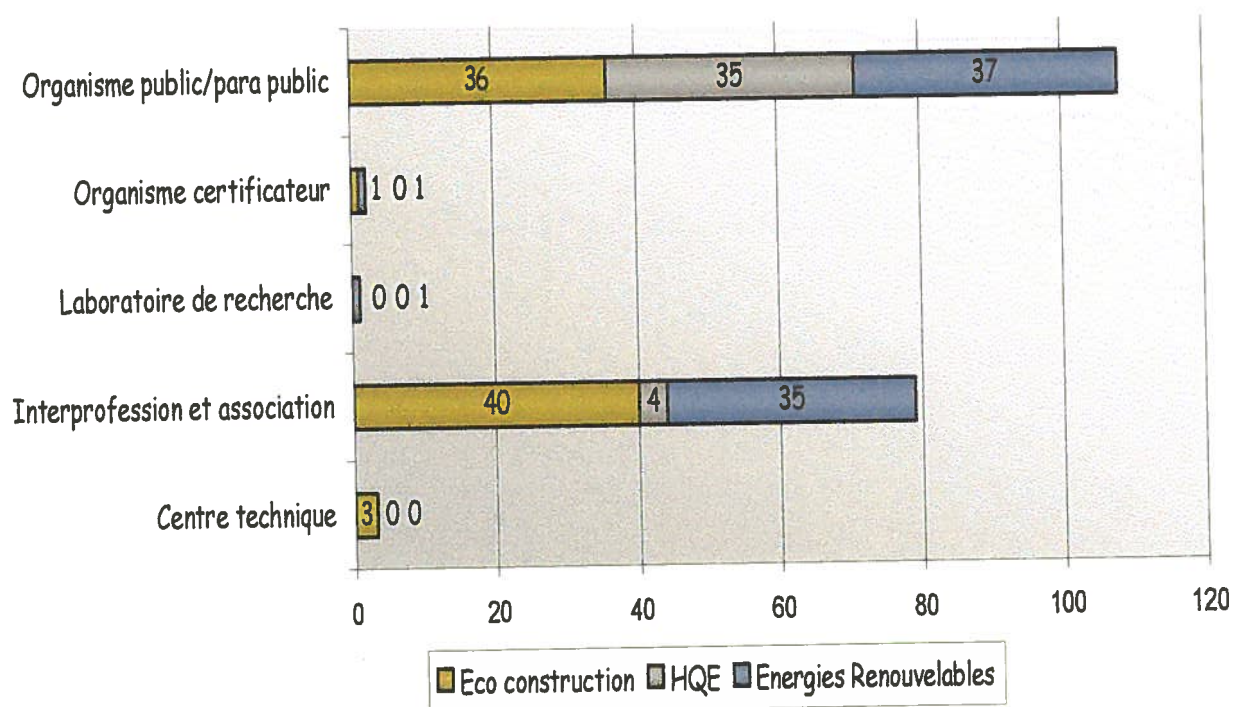
<sup>52</sup> Associations, organisme publics, organismes certificateurs, laboratoires de recherche et centres techniques.

Figure 4: Recensement des acteurs de la construction environnementale en Rhône Alpes et à l'échelle nationale<sup>53</sup>



Comme pour le bio, le recensement des acteurs a été réalisé à l'échelle régionale. Autrement dit il prend en compte les acteurs départementaux - régionaux (82) de Rhône Alpes et nationaux (27) qui ont des compétences spécifiques et une influence sur la région

Figure 5: Répartition des acteurs de la construction environnementale recensés<sup>54</sup>



Ce comptage ne prend pas en compte les entreprises sous charte Qualisol de l'ADEME qui recense quelques 900 entreprises et les fabricants, distributeurs et installateurs de matériaux de l'association CR3E qui sont plus de 150.

<sup>53</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure n'est comptée qu'une seule fois.

<sup>54</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure peut être compétente dans plusieurs secteurs, elle est donc comptabilisée plusieurs fois



## C. Le bois construction

### I. Le bois un matériau « qualité environnementale »

#### a. Ses qualités intrinsèques

INEED ne s'est pas positionné sur l'ensemble de la filière bois mais uniquement sur le secteur « bois construction », qui est complémentaire (et dans un futur proche, sera certainement assimilé) à la filière construction environnementale. La volonté de développer ce matériau (et ses techniques) a pour but de participer à l'application de la « qualité environnementale » dans le secteur du bâtiment.

*« Le bois est un matériau qui possède de nombreux atouts pour la qualité environnementale et qui contribue au développement durable. Les principales qualités du bois en terme d'environnement sont les suivantes :*

- *il fixe le carbone et donc lutte contre l'accroissement de l'effet de serre,*
- *il est le seul matériau courant renouvelable,*
- *il consomme peu d'énergie pour sa production, sa transformation et sa mise en œuvre, ce qui participe à diminuer l'utilisation d'énergie fossile productrice de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>). » ([www.cndb.org](http://www.cndb.org))*

La mise en œuvre de 15 m<sup>3</sup> de bois lors de la construction d'un bâtiment permet de stocker 15 tonnes de CO<sub>2</sub> et évite d'en émettre 12 tonnes supplémentaires<sup>55</sup>. Cet argument vient contrebalancer le fait que certains bois subissent des traitements chimiques et permet de mesurer l'importance de la filière bois construction dans la promotion de la qualité environnementale. A ce titre INEED encourage le traitement des bois par « séchage<sup>56</sup> » qui offre les mêmes qualités de stabilisation du matériau et qui est beaucoup plus respectueux de l'environnement.

#### b. PEFC : un outil pour une gestion durable



Le Programme Européen des Forêts Certifiées (PEFC) a été créé en 1999, en tenant compte des caractéristiques des forêts européennes. Il est aujourd'hui le leader mondial des systèmes de certification de la gestion forestière durable avec plus de 47 millions d'hectares de forêts certifiées (dont 2 119 465 ha en France<sup>57</sup>).

L'association PEFC Rhône Alpes créée en 2002 s'est donnée pour objectif de certifier 800 000 ha de forêt<sup>58</sup> en 5 ans. Cela permet(tra) aux industriels, qui s'approvisionnent dans ces forêts, d'attester que leurs bois sont issus de forêts gérées durablement. Les points les plus saillants de cette gestion durable<sup>59</sup> retiennent l'intérêt de la diversification des essences de reboisements, des pratiques sylvicoles favorables à l'équilibre sylvo-cynégétique (forêt - gibier), d'une sylviculture dynamique qui favorise

<sup>55</sup> [www.cndb.org](http://www.cndb.org)

<sup>56</sup> Le séchage réalisé à façon par les Séchoirs de Valence, permet de maîtriser, d'améliorer, de stabiliser, les critères de qualité du bois. Le séchage artificiel maîtrise l'extraction de l'eau contenue dans le bois pour obtenir un taux d'humidité défini en fonction de son utilisation finale. Il évite les problèmes liés au séchage à l'air libre du type altération, gerces, champignons... [www.drome.cci.fr](http://www.drome.cci.fr)

<sup>57</sup> PEFC France Juin 2003

<sup>58</sup> Rhône Alpes est la deuxième région forestière nationale avec 1 284 000 ha

<sup>59</sup> En Rhône-Alpes, l'adhésion des propriétaires à la démarche de certification PEFC est assortie du respect d'un cahier des charges en 14 points.

la récolte des peuplements arrivés à maturité ou encore d'une formation spécifique des acteurs de la gestion forestière<sup>60</sup>.

La démarche est volontaire. Le respect de ce cahier des charges fait l'objet d'une vérification continue sur le terrain par un organisme indépendant, tant au niveau des propriétaires forestiers que des industriels. L'association PEFC Rhône Alpes a d'ailleurs créé une base de données qui met à disposition toutes les possibilités d'approvisionnements en bois d'œuvre certifiés (sieurs, coopératives forestières...).

## 2. Une filière à dynamiser

En Rhône Alpes, la filière bois construction peut être considérée comme la « vitrine technologique » du bois pour l'ensemble du BTP, secteur qui constitue, par ailleurs, le principal débouché de ce matériau<sup>61</sup>. Au cœur d'un secteur où le bois a été un matériau prépondérant et où il est appelé à se (re)développer la certification PEFC est un gage du développement durable des forêts et un formidable vecteur d'image pour la stratégie d'offre commerciale.

De plus cette filière est accompagnée par la « charte bois construction environnement<sup>62</sup> », signée dans le cadre de la loi sur l'air en mars 2001 par les organisations professionnelles et les ministères concernés pour développer de 25% l'utilisation du bois dans la construction.

Enfin la région Rhône Alpes est la seule région française où la filière bois est représentée dans chaque département par une interprofession bois ; elles sont elles même fédérées à l'échelle régionale.

Pourtant, malgré l'ancienneté de la construction en bois, de l'existence de certification environnementale (mais aussi d'avis technique) et d'une forte structuration de la filière, le bois construction n'occupe que quelques éléments (portes, fenêtres...) d'un bâtiment et trop rarement l'enveloppe et/ou la structure.

Malgré la présence des interprofessions, la filière bois est confrontée à un manque de communication entre ses acteurs ; il est visible au niveau de l'amont forestier et l'aval industriel. Une réflexion sur une meilleure utilisation du bois local reste à mener avec un effort de l'amont pour mieux intégrer dans ses pratiques, la réalité des marchés industriels<sup>63</sup>.

Cette structuration a su être un atout durant un temps pour positionner le matériau bois sur des marchés traditionnels (emballage, ameublement...). Aujourd'hui alors que la ressource est abondante et les débouchés quelque peu saturés<sup>64</sup>, les acteurs du bois construction, trop cloisonnés n'ont pas su s'étendre à d'autres réseaux ce qui n'a pas permis au bois construction de développer de nouveaux produits et de nouveaux marchés.

En outre, il semblerait que la représentation du bois construction dans la filière conventionnelle du bâtiment ne favoriserait pas son développement. Autrement dit le

<sup>60</sup> [www.fibra.net](http://www.fibra.net) et [www.pefc-france.org](http://www.pefc-france.org)

<sup>61</sup> Selon les effectifs par entreprises le bois construction représente 52% de l'ensemble de la filière bois- Fibois 1998

<sup>62</sup> Diagnostic de la filière bois *Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes* – Tome 1, 87-90pp, 2002

<sup>63</sup> Diagnostic de la filière bois *Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes* – Tome 1, 87-90pp, 2002

<sup>64</sup> La production forestière régionale devient supérieure à la consommation et à cela s'ajoute une forte présence du bois d'import.

poids économique (et politique) du béton et de l'acier n'aideraient pas à l'émancipation du bois dans le bâtiment.

La filière connaîtrait une pénurie de professionnels tant en matière de savoir faire technique (constructeurs bois...) qu'en matière d'ingénierie et de conseils (bureaux d'études, architectes) ce qui freine sa prescription et la mise en œuvre de construction tertiaire en bois<sup>65</sup>.

Pour pallier ces problèmes INEED propose à travers son répertoire des acteurs de la qualité environnementale de :

- Renforcer et développer le réseau bois d'une part en identifiant les différents acteurs de la filière et d'autre part en facilitant un accès au réseau de la construction environnementale,
- Donner accès à la recherche pour développer de nouveaux produits qui permettraient de gagner des marchés en France et à l'étranger,
- Favoriser la demande en donnant accès aux savoir faire et à l'ingénierie en matière de bois construction.

### 3. Les acteurs à identifier

Acteurs à identifier	Les objectifs de la base de données donner accès :		
	Au réseau du bois construction	Aux compétences pour la mise en œuvre du bois construction	A l'innovation
Interprofessions et associations			
Organismes certificateurs			
Organismes publics et para-publics			
Charpentiers, menuisiers, scieurs		Conventionnement avec Fibois & Fibra	
Entreprises PEFC		Conventionnement avec l'Association PEFC Rhône Alpes	
Laboratoires de recherche			
Centres technique			

<sup>65</sup> Diagnostic de la filière bois *Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes* – Tome 1, 87-90pp, 2002

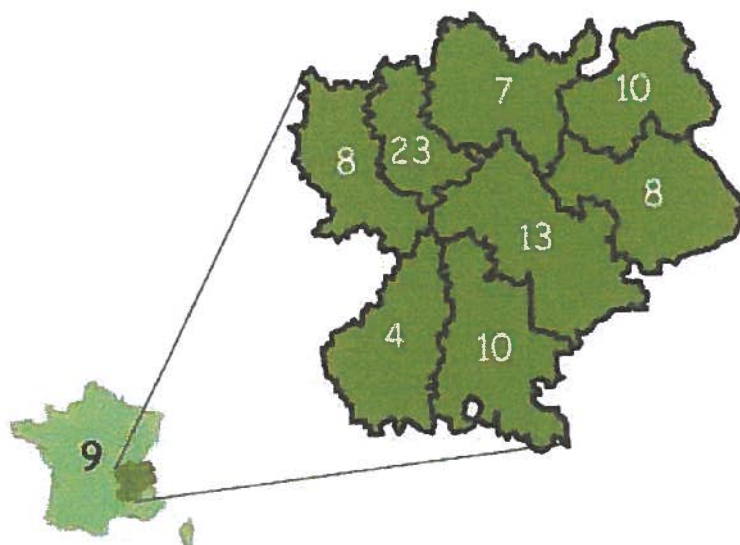


La présence sur une même base de données des acteurs du bois et des acteurs de la construction environnementale peut favoriser un rapprochement des deux filières, cependant il est nécessaire d'accompagner cet objectif par des rencontres bien réelles entre les différents acteurs si l'on veut espérer de véritable collaboration. La catégorie « interprofessions et associations » compte une majorité d'acteurs venant du bois et une part venant de la construction environnementale.

La plupart des interprofessions départementales ont mis en œuvre des bases de données qui référencent charpentiers, menuisiers et constructeurs bois il n'est donc pas nécessaire de doubler ces actions. Un conventionnement est prévu avec Fibra (interprofession régionale) et Fibois 26/07, avant d'envisager une mise en réseau avec les autres départements Rhône alpin.

En ce qui concerne les prescripteurs, il nous paraît intéressant de les diffuser dès aujourd'hui en valorisant la base de données réalisée par Fibra, qui pourra être précisée et étoffée suite à la mise en œuvre de la seconde phase envisagée.

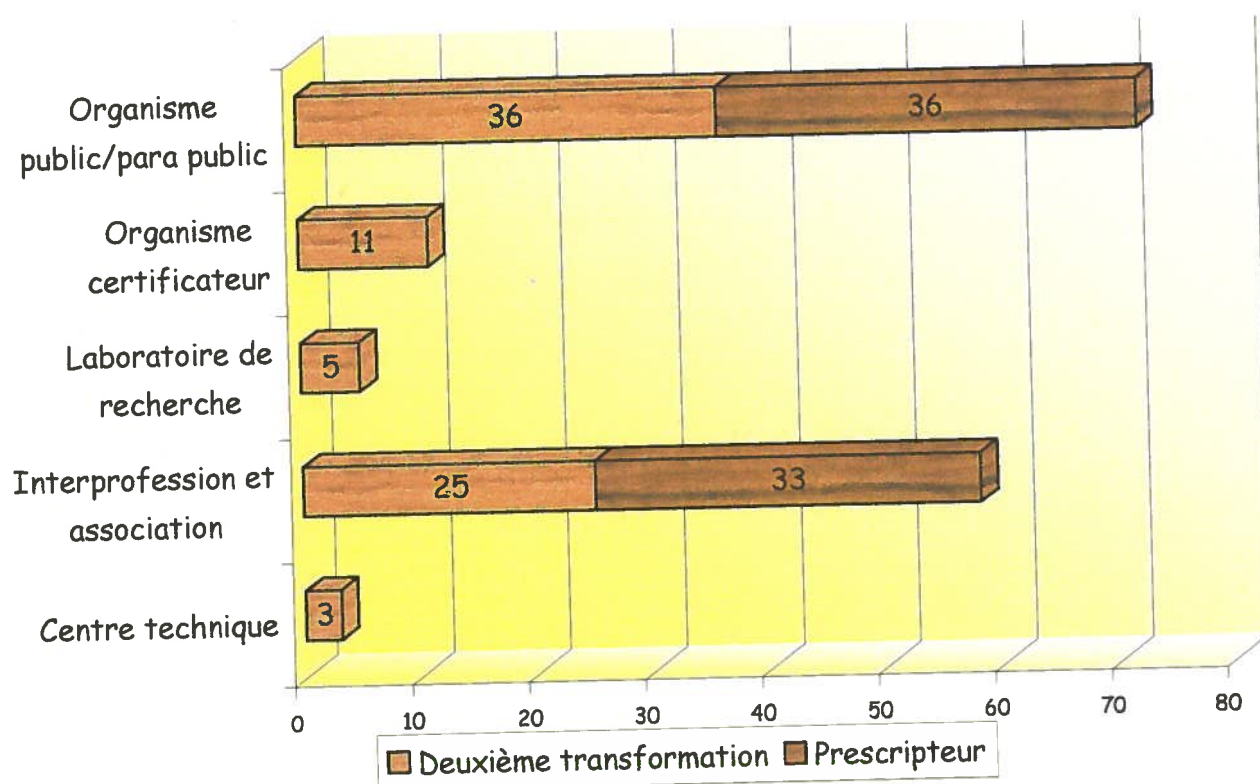
Figure 6: Recensement des acteurs du bois construction en Rhône Alpes et à l'échelle nationale<sup>66</sup>



Comme précédemment le recensement a été mené à l'échelle régionale. Il prend en compte les acteurs départementaux - régionaux (83) de Rhône Alpes et nationaux (9) qui ont des compétences spécifiques et une influence sur la région

<sup>66</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure n'est comptée qu'une seule fois.

Figure 7: Répartition des acteurs du bois construction recensés par secteurs<sup>67</sup>



La création de cette base de données permettra non seulement de diffuser un réseau d'acteurs compétent à l'échelle régionale mais aussi de regrouper les bases de données déjà existantes des acteurs phares du bois construction<sup>68</sup>.

<sup>67</sup> Ces chiffres sont issus du recensement réalisé pour le « Répertoire de la qualité environnementale ». Il faut noter qu'une structure peut être compétente dans plusieurs secteurs, elle est donc comptabilisée plusieurs fois

<sup>68</sup> PEFC Rhône Alpes, FIBRA et Fibois 26/07

## D. Le management environnemental

### I. Un outil transversal de la qualité environnementale

Depuis les années 1990 « l'environnement devient progressivement l'une des principales composantes du management des entreprises. C'est pourquoi, les entreprises, et plus particulièrement les PME, conscientes de l'importance de l'environnement dans leur stratégie de développement (notamment pour des raisons de pérennisation de leur activité) s'engagent de plus en plus dans ces démarches volontaires de management environnemental.<sup>69</sup> »

Le management environnemental peut être considéré comme « l'outil transversal » de la qualité environnementale car il est applicable tant dans la construction, dans l'agro-alimentaire que dans l'automobile. « Il désigne des méthodes de gestion et d'organisation de l'entreprise, visant à prendre en compte de façon systématique l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement, à évaluer cet impact et à le réduire<sup>70</sup> ». Tous les types d'entreprises produisant des biens ou des services peuvent engager des démarches de management environnemental. La finalité recherchée est l'amélioration de l'intégration d'un organisme dans son environnement en respectant ses spécificités et en évitant toute dégradation irréversible de l'environnement, respectant ainsi un des points clef du concept du développement durable.

Parmi ces démarches, « on distingue généralement deux approches : celle centrée sur les sites de production et celle axée sur les produits. (...) Ces deux approches se rejoignent sur de nombreux points et contribuent toutes deux à une amélioration environnementale des activités considérées.<sup>71</sup> »

#### a. Approche site de production

En phase de large diffusion, même si les entreprises françaises ont accumulé un certain retard en matière de mise en place de système de management environnemental "site", l'approche par organisme constitue un outil de gestion interne à l'entreprise, fondée sur la prise en compte de l'environnement dans le fonctionnement de l'entreprise.

La mise en place du management environnemental « site » peut être menée jusqu'à la mise en place éventuelle d'un Système de Management Environnemental (SME) et peut être reconnu par une certification, soit la certification Iso 14001, soit l'enregistrement selon le règlement européen Eco-Audit.

<sup>69</sup> [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr), 2004

<sup>70</sup> [www.oree.org](http://www.oree.org), 2004

<sup>71</sup> [www.ademe.fr](http://www.ademe.fr), 2004



## b. Approche produit ou eco-conception

Dépasant les murs de l'entreprise car prenant en compte toutes les étapes du cycle de vie du produit, cette approche relève à la fois du management interne et externe de l'industriel. Elle conduit à concevoir ou améliorer les produits en intégrant une vision globale de l'environnement. Encore relativement marginale à ce jour, le management environnemental « approche produit » constitue une approche complémentaire de l'approche site.

C'est l'intégration de questions environnementales dans la conception des produits, tout en répondant aux attentes « classiques » des consommateurs (qualités, prix...), dans un contexte industriel identique (faisabilité technique, délais, concurrence...).

Les écolabels sont les signes officiels de reconnaissance des avantages environnementaux des produits qui les portent. Chaque pays présente ses procédures propres : en France, la Marque NF-Environnement résulte d'une certification, régie par la loi n° 94-442 du 3 juin 1994. Le produit écolabellisé a fait l'objet d'un contrôle par tierce partie et a satisfait à un cahier des charges préétabli fixant des critères pour la catégorie de produits considérés ; l'élaboration des cahiers des charges a fait appel aux différentes parties intéressées (professionnels, associations, pouvoirs publics...)<sup>72</sup>.



Des normes internationales cadrent le développement et la mise en pratique des écolabels :

- ISO 14020 Etiquettes et déclarations environnementales - Principes généraux (juin 1998),
- ISO 14024 Marquages et déclarations environnementaux - Label environnemental de type I - Principes et méthodes (février 1999).

L'engagement dans une démarche management environnemental a non seulement un fort intérêt pour l'environnement (réduction des impacts sur l'environnement) mais aussi pour l'entreprise puisqu'elle est un vecteur d'image ou encore un outil de maîtrise des coûts<sup>73</sup>. Pourtant cet outil encore mal connu de certain doit être largement diffusé pour toucher le plus grand nombre d'entreprises.

## 2. Le management environnemental un outil à diffuser

La région Rhône Alpes est la région française qui détient le plus grand nombre d'entreprises ayant mis en place un SME avec 4 entreprises EMAS et 145<sup>74</sup> entreprises certifiées ISO 14001 dont :

- |                 |                     |
|-----------------|---------------------|
| - 15 dans l'Ain | -45 en Isère        |
| - 9 en Ardèche  | -37 dans le Rhône   |
| - 13 en Drôme   | -11 en Haute Savoie |
| - 15 en Loire   |                     |

<sup>72</sup> Cf. annexe 2 : Les écolabels

<sup>73</sup> Cf. annexe 3 : Le management environnemental

<sup>74</sup> Le management environnemental : une notion incontournable *Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes* – Tome 1, 15 p, 2002

Cependant les filières accompagnées par INEED ne sont que peu engagées dans cette démarche. Il est vrai que les chiffres<sup>75</sup> qui suivent ne sont pas spécifiques à Rhône Alpes et concernent l'ensemble de la France, mais ils donnent un ordre d'idée sur l'engagement des entreprises par secteur ayant mis en place un SME.

Secteur	Pourcentage d'entreprises par secteur d'activité ayant mis en place un SME
Agriculture	0,70 %
Agro-alimentaire	6,1 %
Bois	0,3 %
Construction travaux public	1,8 %

Source : OREE, 2002

Des programmes d'actions spécifiques ont été mis en place en Rhône Alpes par l'Etat et la Région afin de sensibiliser ces entreprises à l'importance de l'environnement et les accompagner dans leur démarche de mise en place de systèmes de management environnemental. INEED, par la création d'une base de données référençant les compétences et les acteurs « constructeurs et promoteurs » du management environnemental « site de production » et « produit » participe à sa diffusion.

### 3. Les acteurs à identifier

Acteurs à identifier	Les objectifs de la base de données donner accès :			
	Aux réseaux du management environnemental	Aux compétences en matière qualification / certification	Aux compétences en matière de conseil/études ingénierie	Aux entreprises management environnemental
Interprofessions et associations				
Organismes certificateurs				
Organismes publics et para-publics				
Fournisseurs certifiés/labellisés				
Entreprises ISO 14001				Conventionnement Orée
Laboratoires de recherche				
Bureaux d'études				

<sup>75</sup> Le management environnemental : une notion incontournable Pôle d'excellence du développement durable de Rhône Alpes – Tome 1, 2002



La mise à disposition de données concernant les fournisseurs certifiés/labellisés (écolabels) et les entreprises ISO 14001, permet aux entreprises déjà engagées de pouvoir s'approvisionner ou sous traiter tout en restant cohérent avec leur démarche.

Cette base de données est complémentaire des bases préexistantes sur le fait qu'elle compte les associations et les organismes publics régionaux et est innovante sur les bureaux d'études et des laboratoires de recherche.

Figure 8: Recensement des acteurs du management environnemental en Rhône Alpes et à l'échelle nationale

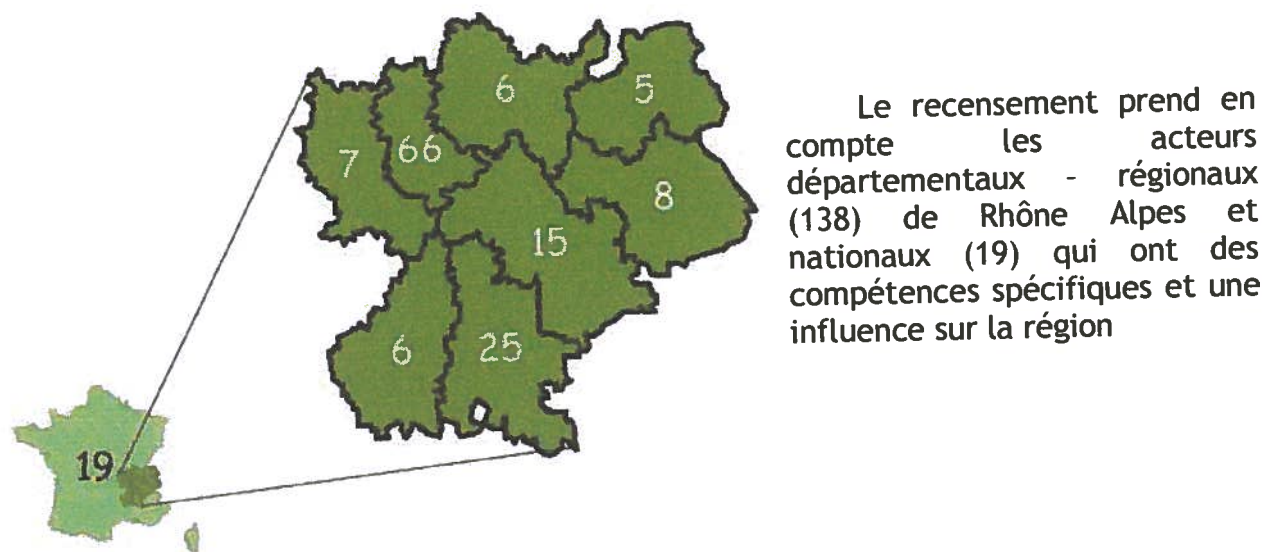
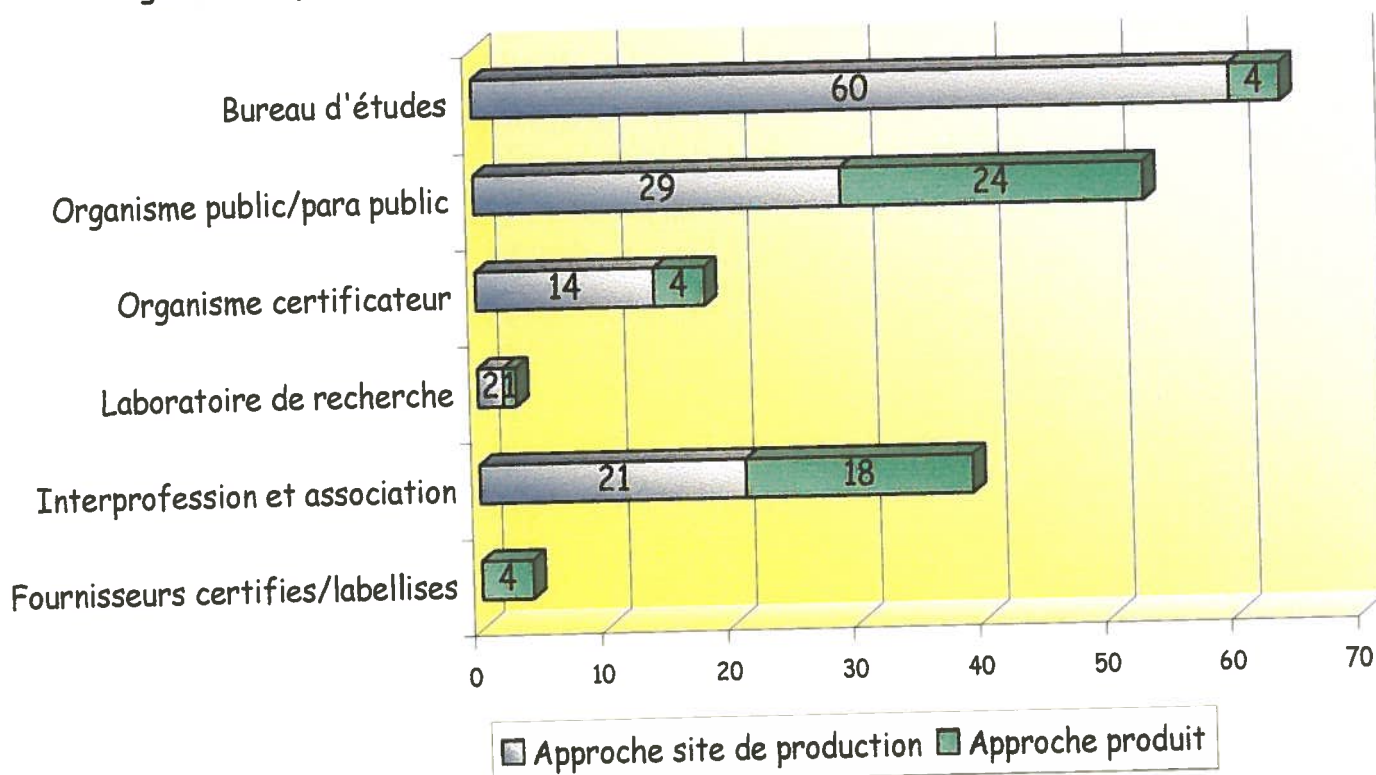


Figure 9: Répartition des acteurs du management environnemental par secteurs





Les différents diagnostics ont démontré que les domaines des produits biologiques, du bois construction, de la construction environnementale et du management environnemental prennent tous en compte la sphère environnementale. Après une étude de ces filières, les principaux besoins contraignant leur développement en Rhône Alpes identifiés sont :

- Un besoin de **fédération des acteurs**
- Un besoin de **recherche et de transfert de technologies**
- Un besoin de **compétences spécifiques** en matière de certification, d'études ou de conseils.

Selon les filières, ils sont plus ou moins forts, cependant une analogie des manques et des besoins des filières de la qualité environnementale a pu être révélé.

Un autre constat peut être fait, c'est celui du cloisonnement de celles ci. Que ce soit la construction environnementale ou l'agriculture biologiques, les filières paraissent sectorialisées et sans liens entre elles. Pourtant la création de « passerelles » entre ces différents domaines de la qualité environnementale<sup>76</sup> ne ferait qu'accentuer le respect de l'environnement que chacun s'est fixé, permettrait de développer les marchés de chacun et de tendre vers une vision globale de la qualité environnementale (et non plus sectorielle) toujours plus cohérente.

De ces constats INEED a pris le parti de traiter ces filières comme un ensemble et d'engager la création d'une base de données d'acteurs de la « qualité environnementale ».

Ce projet a pour ambition de répondre aux objectifs fixés dans chaque filière et plus concrètement de répondre aux questions des entreprises : comment faire, où trouver les informations, quels bureaux d'études, quelles entreprises, quelles aides, que font les collectivités, les services de l'Etat... Pour se faire INEED veut mettre à disposition des entreprises de la région Rhône Alpes le « Répertoire des acteurs la qualité environnementale ».

---

<sup>76</sup> Pour exemple : le chanvre qui est un matériau de l'éco construction pourrait provenir de l'agriculture biologique. Le bois pourrait davantage être utilisé pour la création d'emballage destiné aux produits bio et naturels.

Elaboration du « Répertoire des acteurs de  
la qualité environnementale »

## Présentation générale du « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale »

### 1. L'origine du projet

Trois constats ont conduit à la mise en œuvre d'un « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » en Rhône Alpes :

- **Un besoin des filières, une demande des entreprises :** les acteurs régionaux souhaitent disposer d'informations pertinentes et de compétences sur la qualité environnementale pour conduire leur réflexion et développer leurs actions,
- **De multiples réseaux d'informations :** de nombreuses initiatives voient le jour sur différentes thématiques ou échelles géographiques, sans coordination globale,
- **L'évolution récente des technologies dans les systèmes d'information :** elle permet d'envisager aisément et rapidement des échanges d'information de différentes natures.

Devant ce constat, INEED a décidé de mettre en œuvre un véritable réseau d'acteurs de la qualité environnementale, dénommé « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » à la disposition des entreprises régionales.

### 2. L'esprit et les objectifs du répertoire

Véritable interface de la qualité environnementale la mise en œuvre de ce réseau vise cinq grands objectifs :

- contribuer au développement d'une culture environnementale dans le secteur privé,
- développer la mise à disposition de l'information auprès des entreprises,
- faciliter l'accès à l'information à l'aide de la technologie Internet,
- capitaliser l'information de référence sur les différentes thématiques qualité environnementale, ce qui permettra d'être plus efficace dans la recherche et l'exploitation de l'information.

Avec son « répertoire de la qualité environnementale » INEED intervient selon deux niveaux distincts, comme :

- ↳ un « observatoire des acteurs de la qualité environnementale » qui produit des données correspondant à des besoins non satisfaits,
- ↳ et comme une interface qui centralise et valorise les données existantes concernant les différentes thématiques de la qualité environnementale.

#### a. La production de données

A travers le « répertoire de la qualité environnementale », INEED n'a pas pour unique objectif de créer une « banque de données<sup>77</sup> » de la qualité environnementale au niveau régional ; il vient aussi en « observateur » et permet le recensement de données nouvelles correspondant à des besoins non satisfaits. Comme il a été réalisé pour les produits biologiques et naturels ou pour les centres techniques, les laboratoires de

<sup>77</sup> Banques de données : qui centralise plusieurs bases de données



recherches, les laboratoires d'analyse et les bureaux d'études du management environnemental. Ce travail a consisté à recenser plus de 200 nouveaux contacts qui interviennent à l'échelle Rhône alpine.

#### b. La valorisation de données

La valorisation des données ainsi que l'accès à l'information repose sur la mise en place d'un portail Internet qui propose l'hébergement de base de données d'acteurs de l'environnement Rhône alpins et nationaux.

Dans le cadre de la réalisation du répertoire des acteurs de la qualité environnementale, INEED n'a pas souhaité dupliquer des produits existants et se substituer aux missions des acteurs de la qualité environnementale. INEED a donc préféré valoriser et centraliser les produits existants par un partenariat avec les acteurs référents.

Chaque producteur de données reste propriétaire de ses données et définit l'utilisation et les accès possibles dans le cadre du répertoire de la qualité environnementale.

Chacune de ces mises à disposition de données fera l'objet de conventions spécifiques ou de protocoles<sup>78</sup>.

### 3. Le déroulement du projet

L'ampleur régionale et multisectorielle du projet de répertoire de la qualité environnementale nécessite une réalisation progressive, par étape pour être menée à bien. D'une part du fait des différents modes d'acquisition de données définis et d'autres part du fait du manque de données existant dans certaines filières qui nécessitent une observation du marché.

La phase 1 actuellement engagée consiste en :

- ✓ une définition des grandes caractéristiques du répertoire de la qualité environnementale et des moyens à mettre en œuvre pour l'élaborer, qui fera l'objet du présent cahier des charges,
- ✓ un recensement des acteurs du bio, du bois construction, de la construction environnementale et du management environnemental, qui figure dans le document « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale »<sup>79</sup>,
- ✓ une enquête auprès des acteurs recensés, qui fait l'objet d'une lettre et d'un questionnaire envoyés à chacun d'eux,
- ✓ l'établissement de partenariat avec les acteurs clefs des domaines du bois construction, de la construction environnementale et du management

<sup>78</sup> Les missions et services du réseau pourront être amenés à évoluer au cours du temps en fonction des besoins et des demandes de ses partenaires.

<sup>79</sup> Cette étape aura permis le recensement de plus de 400 acteurs provenant à plus de 85 % de la région Rhône Alpes et à environ 13 % de l'échelon national.

environnemental visant à mettre disposition des bases de données existantes dans les domaines. Ces partenariats feront l'objet d'une **lettre de conventionnement**,

- ✓ la création de la base de données et sa mise en ligne, qui seront chacune réalisées par le service « information économique » dès octobre 2004 et par le service « communication » fin novembre 2004.

La phase 2 sera engagée dès l'automne 2004 et consistera en :

- ✓ une observation des bureaux d'études à l'échelle Rhône Alpes, qui sera présentée dans un **dossier de subvention « provisoire »**.

## Cahier des charges

*« Répertoire des acteurs de la qualité  
environnementale »*

*Phase I*

Août 2004



## Présentation de la Phase I

Projet dirigé par : Pascale DER KATCHADOURIAN - Directrice INEED-Rhône Alpes

L'INEED Rhône-Alpes, (INnovation pour l'Environnement et l'Economie Durables de Rhône-Alpes) est un pôle de Développement Durable initié par la CCI de la Drôme et spécialisé sur des filières particulièrement présentes sur le territoire de Rhône-Alpes :

- |   |   |
|---|---|
| ✓ | Produits biologiques et naturels : Agro alimentaire biologique (filière avale)<br>Viticulture bio<br>Cosmétique biologique et naturelle |
| ✓ | Bois construction : Deuxième transformation bois<br>Prescripteur, négoce de bois et de matériel   |
| ✓ | Construction environnementale : HQE (démarche)<br>Eco-construction (matériaux)<br>Energies renouvelables                                |
| ✓ | Management environnemental : Approche site de production<br>Approche produit  |

INEED RA est avant tout une structure sur laquelle les entreprises doivent pouvoir s'appuyer afin d'être mises en contact avec les compétences qu'elles recherchent. Son objectif principal est de mettre en relation les entreprises avec des professionnels, des institutionnels, des associations pour innover, s'informer, se développer sur de nouveaux produits ou marchés tout en respectant l'environnement.

### Objectifs d'INEED :

- ennisation • Permettre le développement des entreprises de la qualité environnementale
- plantation • Aider-conseiller-faciliter la création des entreprises de la qualité environnementale
- conversion • Inciter les entreprises « conventionnelles » à s'engager dans la démarche de la qualité environnementale

Un moyen pour réaliser ces objectifs : **mettre en lien des compétences du Développement Durable et plus particulièrement de la qualité environnementale<sup>80</sup> avec les entreprises qui veulent se développer, s'engager ou se reconvertir.**

Pour ce faire nous engageons un projet de mise en valeur des « compétences de la qualité environnementale » en Rhône Alpes avec la création d'une base de données qui présentera les contacts<sup>81</sup> des acteurs de la qualité environnementale.

<sup>80</sup> Acteurs applicants des domaines d'activité suivants : Produits biologiques et naturels, Bois construction, Construction environnementale, Management environnemental

<sup>81</sup> Descriptif de l'activité, adresse, numéros de téléphone, courriel...

## Choix de l'outil : la base de données

Dans la conjoncture mondiale, fortement compétitive, l'accès à une information actualisée, pertinente et complète, est un enjeu important pour les acteurs économiques. On assiste simultanément à une expansion considérable du marché de l'information et à une multiplication des supports et techniques de transmission de celle-ci, ce qui a rendu toujours plus complexes les procédures de repérage d'informations spécifiques.

« L'informatique est venue apporter des solutions efficaces à ces problèmes : les ordinateurs se prêtent bien au stockage et à la recherche rapide de contacts, la capacité toujours croissante de leurs mémoires permet de faire face à la prolifération de données. Dès la fin des années 60, producteurs mondiaux de bulletins signalétiques et gestionnaires de grands centres de documentation mettaient à profit ces possibilités de l'informatique en créant les premières bases de données informatisées<sup>82</sup>. »

Il existe cinq modèles<sup>83</sup> de SGBD, différenciés selon la représentation des données qu'elle contient :

- le modèle hiérarchique: les données sont classées hiérarchiquement, selon une arborescence descendante. Ce modèle utilise des pointeurs entre les différents enregistrements. Il s'agit du premier modèle de SGBD
- le modèle réseau: Comme le modèle hiérarchique ce modèle utilise des pointeurs vers des enregistrements. Toutefois la structure n'est plus forcément arborescente dans le sens descendant
- le modèle relationnel (SGBDR, *Système de gestion de bases de données relationnelles*): les données sont enregistrées dans des tableaux à deux dimensions (lignes et colonnes). La manipulation de ces données se fait selon la théorie mathématique des relations
- le modèle déductif: les données sont représentées sous forme de table, mais leur manipulation se fait par calcul de prédicats
- le modèle objet (SGBDO, *Système de gestion de bases de données objet*): les données sont stockées sous forme d'objets, c'est-à-dire de structures appelées *classes* présentant des données membres. Les champs sont des instances de ces classes

Nous choisirons les bases relationnelles qui sont les bases de données les plus répandues depuis la fin des années 90 et particulièrement utilisées à la CCI. « Une base de données relationnelles est une base de données structurée suivant les principes de l'algèbre relationnelle. La théorie des bases de données relationnelles est due à Edgar Frank Codd. » Elle permet de cibler des données et de les mettre à la disposition d'utilisateurs pour une consultation, une saisie ou bien une mise à jour.

Afin de pouvoir contrôler les données ainsi que les utilisateurs, le besoin d'un système de gestion s'est vite fait ressentir. La gestion de la base de données se fait grâce à un système appelé SGBD (système de gestion de bases de données) ou en anglais DBMS (Database management system). Le SGBD est un ensemble de services (applications logicielles) permettant de gérer les bases de données, c'est-à-dire:

<sup>82</sup> [www.formist.enssib.fr](http://www.formist.enssib.fr)

<sup>83</sup> [www.fr.wikipedia.org](http://www.fr.wikipedia.org) et [www.commentcamarche.net](http://www.commentcamarche.net)

- permettre l'accès aux données de façon simple
- autoriser un accès aux informations à de multiples utilisateurs
- manipuler les données présentes dans la base de données (insertion, suppression, modification)

Access est le SGBD utilisé pour le répertoire des acteurs de la qualité environnementale.

Une base de données peut être locale, c'est-à-dire utilisable sur une machine par un utilisateur, ou bien répartie, c'est-à-dire que les informations sont stockées sur des machines distantes et accessibles par réseau. L'avantage majeur des bases de données en ligne et en libre accès est la possibilité de pouvoir être consulté par plusieurs utilisateurs simultanément.

La base de données semble être l'outil adapté à la mise en réseau et l'interface<sup>84</sup> car elle permet de structurer et formaliser le réseau d'acteurs, ce qui facilite son accès externe.

#### Objectifs du « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » :

- ✓ Centraliser les acteurs de la « qualité environnementale »
- ✓ Diffuser l'offre de savoir faire en matière de « qualité environnementale »
- ✓ Valoriser les savoir faire des acteurs de la qualité environnementale
- ✓ Faciliter l'accès des entreprises aux acteurs de la qualité environnementale.

Il a pour objectifs plus spécifiques de donner accès :

- Aux organismes gérant l'information spécifique et générale pour permettre aux entreprises de s'engager ou de se développer dans les filières de la qualité environnementale,
- Aux compétences spécifiques en matière d'ingénierie, d'étude, de conseil ou de savoir faire pour mettre en pratique les différentes démarches qualité environnementale,
- A des organismes de certification pour développer la démarche de traçabilité qui permet à l'entreprise non seulement d'identifier les produits ou les savoir faire mais aussi de valoriser son investissement en terme d'image,
- Des laboratoires de recherches pour développer de nouveaux produits et gagner de nouveaux marchés.

---

<sup>84</sup> Cf. P 39



## Descriptif du « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale »

INEED souhaite intégrer dans le « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » : **professionnels, institutionnels et associations**, producteurs de biens et services engagés dans la démarche de la « qualité environnementale » ou participant à sa mise en œuvre.

Le répertoire des acteurs de la qualité environnementale, à pour vocation d'être une base de données couvrant les différents domaines de la qualité environnementale : **produits bio et naturels, bois construction, construction environnementale et management environnementale**. Il présente un descriptif détaillé de l'ensemble des organismes traitant de « qualité environnementale » ayant des compétences en région Rhône Alpes, quel que soit leur statut (public ou privé). Toutefois, les organismes qui ont une activité plus large que celle décrite dans le répertoire ne sont décrits qu'en ce qui concerne les thèmes traités. Les hommes et les femmes cités en sont les dirigeants, cadres et responsables.

### Structure de la base de données (des tables Access<sup>85</sup>)

Légende :		
<u>Champ</u>	descriptif	CONTENU
<u>*Champ obligatoire et apparent</u>		
<u>Champs apparent si rempli</u>		
<u>Champs caché</u>		

#### a. Table contact (principale) :

**\*Nom structure :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**Sigle :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**Forme juridique :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**\*Domaines d'activité :** multiple (4), cases à cocher, MAJUSCULE, PRODUITS BIOLOGIQUES ET NATURELS ; BOIS CONSTRUCTION ; CONSTRUCTION ENVIRONNEMENTALE ; MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

**\*Secteurs\* :** multiple (10) cases à cocher, MAJUSCULE, AGRO-ALIMENTAIRE BIOLOGIQUE ; VITICULTURE BIOLOGIQUE. COSMETIQUE BIOLOGIQUE ET NATURELLE ; DEUXIEME TRANSFORMATION BOIS ; PRESCRITEUR, NEGOCE DE BOIS ET DE MATERIELS ; HQE ; ECO-CONSTRUCTION ; ENERGIE RENOUVELABLES. APPROCHE SITE DE PRODUCTION ; APPROCHE PRODUIT

**\*Acteurs :** (10) simple, liste déroulante, MAJUSCULE, INTERPROFESSION ET ASSOCIATION ; BUREAU D'ETUDES, ORGANISME CERTIFICATEUR ; ORGANISME PUBLIC/PARA-PUBLIC ; LABORATOIRE DE RECHERCHE ; LABORATOIRE D'ANALYSE ; LABORATOIRE DE COSMETIQUE, CENTRE TECHNIQUE, GROUPEMENT DE PRODUCTEUR DE PPAM, FOURNISSEURS CERTIFIES-LABELISES

<sup>85</sup> Cf. annexe 5 : le vocabulaire d'Access

**Agrément qualité :** multiple, cases à cochées, MAJUSCULE, ECO LABEL ; BIO COSMETIQUE ; ECO COSMETIQUE ; AB ; BIO EQUITABLE, PEFC, ISO 14001 ; EMAS ; COFRAC ; EA ; PAS D'OBJET ; EN COURS ;

**\*Descriptif :** simple, champ libre, Minuscule, Savoir-faire, produits-services, spécialité,

**N° APE :** simple, champ libre, numéro

**Numéro de SIRET :** simple, champ libre, numéro

**\*Contact structure :** simple, champ libre, MAJUSCULE, NOM PRENOM,

**Civilité :** simple, liste déroulante, MAJUSCULE, M., MME., MELLE,

**\*Adresse :** simple, champ libre, Minuscule

**BP :** simple, champ libre, numéro

**\*CP :** simple, champ libre, numéro

**\*Commune :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**\*Téléphone :** simple, champ libre, numéro de téléphone

**Fax :** simple, champ libre, numéro de téléphone

**Courriel :** simple, champ libre, adresse soulignée bleu

**Site Internet :** simple, champ libre, adresse soulignée bleu

**Pays :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**Echelle d'intervention :** multiples, cases à cocher, Minuscule, 01, 07, 26, 38, 42, 69, 73, 74, Nationale, Internationale,

**Mémo :** simple, champ libre, minuscule, toutes infos complémentaires,

**Accès :** simple, liste déroulante, minuscule, externe ; interne ;

**Dernière mise à jour :** simple, champ libre, chiffres, jj/mm/aa,

Table rattachée pour les autres contacts de la structure :

**Contact :** simple, champ libre, MAJUSCULE, NOM PRENOM,

**Fonctions :** simple, champ libre, MAJUSCULE

**Tel :** simple, champ libre, numéro téléphone

**Fax :** simple, champ libre, numéro téléphone

**Courriel :** simple, champ libre, adresse soulignée bleu

#### b. Tables secondaires

4 tables « domaine d'activité (+ secteurs) » :

Produits biologiques et naturels
Agro-alimentaire biologique
Viticulture biologique
Cosmétique biologique et naturelle
Santé/Para-pharmacie

Bois construction
Deuxième transformation bois : menuiserie, charpente et bâtiment
Prescripteurs, négoce de bois et de matériel

Construction environnementale
HQE
Eco-construction (matériaux)
Energies renouvelables

Management environnemental
Approche site de production
Approche produit

10 tables « secteurs (+ acteurs) »

Agro-alimentaire biologique
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur

Laboratoire de recherche
Laboratoire d'analyse
Centre technique
Bureau d'études

<b>Viticulture biologique</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Laboratoire de recherche
Centre technique
Bureau d'études

<b>Cosmétique biologique et naturelle</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Groupe de producteurs de PPAM
Laboratoire de recherche
Laboratoire d'analyse
Laboratoire cosmétique
Centre technique
Bureau d'études

<b>Deuxième transformation bois</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Laboratoire de recherche
Centre technique

<b>Prescripteur négoce de bois et de matériels</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Laboratoire de recherche
Centre technique
*Bureau d'études

<b>Eco construction</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
*Bureau d'études

<b>HQE ®</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
*Bureau d'études

<b>Energies renouvelables</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Fabricant/distributeur/installateur
*Bureau d'études

<b>Approche site de production</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Laboratoire de recherche
Bureau d'études

<b>Approche produit</b>
Interprofession et association
Organisme public/para-public
Organisme certificateur
Laboratoire de recherche
Fournisseur certifié/labellisé
Bureau d'études

\* Acteur qui sera intégré dans la base de données suite à la réalisation de la phase 2.

1 table thématique (recherche texte). La recherche thématique sera établie selon les services et produits des structures recensées, inscrits dans « descriptif ».

<b>Thématique</b>
Air
Audit
Bio
Bois
Bruit
Certification
Conseil
Contrôle
Déchets
Eau
Eco conception

Energie
Environnement
Eolienne
Etude
Expertise
HQE
Iso 14001
Photovoltaïque
Producteur
Recyclage
Solaire
Transformateurs



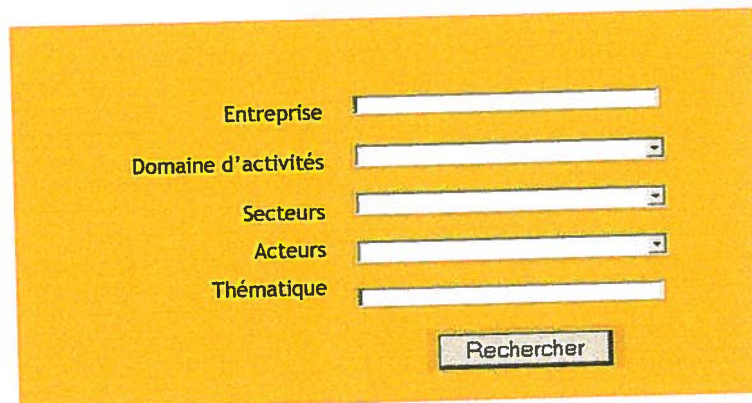
## Fonctionnement

Afin d'exploiter les bases de données, il faut fournir un cadre à l'utilisateur lui permettant de visualiser des données en fonction de certains critères. Pour cela il existe un outil: les formulaires, qui présentent des composants permettant d'afficher, de saisir ou sélectionner des données.

**Le formulaire de requêtes** permettra de réaliser une recherche multicritères, pour cela il sera composé de :

☛ **3 listes d'option**<sup>86</sup> : « Domaine d'activités », « Secteurs », « Acteurs ». Ces trois listes sont liées, autrement dit il sera nécessaire de remplir dans un premier temps « Domaine d'activités » pour avoir les secteurs correspondants puis les acteurs. Cette sélection sera obligatoire pour obtenir un résultat,

☛ **2 labels (champ libre)** : « Entreprise », « Thématique », qui permettront uniquement d'affiner la recherche par domaine d'activité, secteur et acteur. Cette sélection sera facultative et simple ou double.



La réponse à la requête se fera en deux temps :

☛ Tout d'abord, une page présentera tous les résultats (contacts) de façon succincte : nom de la structure - descriptif - localisation,

☛ Et suite à la sélection d'un contact précis, l'ouverture d'une fenêtre suivra présentant le contact en détail (adresse, téléphone, mail, échelle d'intervention...).

Ce système a été choisi pour limiter le piratage de la base de données, il ne le rend pas impossible mais plus long car une manipulation répétée s'avère nécessaire.

Il y aura enfin un **formulaire de saisie**<sup>87</sup> permettant d'une part à une structure déjà inscrite d'avoir un droit d'accès et de rectification des informations<sup>88</sup> la concernant et d'autre part à une nouvelle structure de s'inscrire sur la base de données. Suite à un traitement de la demande, l'inscription pourra se faire par abonnement annuel d'une somme de 25€.

<sup>86</sup> Qui seront composés des différents domaines d'activités, secteurs et acteurs. Cf. P 35

<sup>87</sup> Ce formulaire de saisie reprendra les questionnaires P 45-51

<sup>88</sup> En respect de l'article 27 du chapitre IV de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 dite loi du CNIL Cf. annexe 6

## Diffusion des données

INEED a fait le choix que tous les acteurs soient diffusés cependant les laboratoires de recherche ne seront présentés que succinctement (nom de la structure et descriptif), la fenêtre suivant la sélection du contact invitera l'internaute à contacter INEED pour plus d'information.

INEED a fait le constat d'une difficile communication entre les entreprises et les laboratoires de recherche, son but est donc de les accompagner dans cette démarche.

Pour cela INEED répond par de « l'interface<sup>89</sup> », autrement dit le service accompagné de son réseau CCI interne est l'intermédiaire entre les acteurs de l'innovation et les entreprises.

### **Principes de l'interface :**

- Ecoute du besoin de l'entreprise ;
- Reformulation du besoin- validation par l'entreprise ;
- Sélection des prestataires qui répondent le mieux aux besoins ;
- Echange de coordonnées ;
- Contrôle qualité en fin de mission, permettant de valider les contacts

La mise en réseau et l'interface sont donc matérialisées par cette unique base de données qui diffusera d'une part l'ensemble<sup>90</sup> des contacts recensés de façon détaillée et d'autre part les laboratoires de recherche de façon succincte.

## Les modalités de gestion :

Le « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » de la région Rhône Alpes sera hébergé sur le site « [www.ineedra.org](http://www.ineedra.org) ». La consultation des données sera en libre accès et gratuite.

### *a. L'acquisition des données*

Elle se fait de plusieurs manières : par « enquête ciblée » et par conventionnement.

Un recensement des acteurs de la qualité environnementale a été effectué par enquête ciblée auprès :

<sup>89</sup> L'interface ne se résume pas à la base de données, elle doit être accompagnée d'autres outils (veille technologique, réglementaire...) et bien sûr de moyens humains (partenaires, animateurs...)

<sup>90</sup> L'ensemble des contacts sans les laboratoires de recherche.

- ⇒ du réseau INEED (qui représente plus de 40% de l'ensemble des acteurs recensés),
- ⇒ des annuaires<sup>91</sup> spécialisés (qui représentent environ 30% de l'ensemble des acteurs recensés),
- ⇒ Et par une recherche Internet (qui représente environ 30% de l'ensemble des acteurs recensés)

Cette enquête aura permis de recenser environ 400 acteurs (tous domaines d'activités confondus) qui doivent maintenant faire l'objet d'une « validation » par l'envoi d'un questionnaire (Cf. P 45-51). A ce questionnaire sera joint un formulaire de paiement pour les structures privées (bureaux d'études, laboratoire cosmétique, organisme certificateur, fournisseur certifié/labellisé).

Cette validation permettra d'obtenir non seulement une autorisation de diffusion de leurs coordonnées mais aussi de confirmer, rectifier et compléter les informations les concernant en application des articles 26 et 27 de la loi de la CNIL<sup>92</sup>.

La deuxième manière d'obtenir des données est d'établir des conventions avec des institutions phares de la qualité environnementale. Ce conventionnement a pour objectif d'obtenir l'autorisation d'ouvrir leur base de données sur les pages du répertoire des acteurs de la qualité environnementale sur le site de l'INEED.

Les partenaires stratégiques identifiés par domaine d'activités sont :

Partenaires	Secteurs	Types d'acteurs
ADEME	Energies renouvelables	Entreprises Qualisol
CR3E	Eco construction	Fabricants, Distributeurs, installateurs
FIBRA	Deuxième transformation bois et Prescripteurs	Menuisiers, charpentiers, constructeurs bois, architectes

- <sup>91</sup> ALSACE QUALITE ENVIRONNEMENT, *Annuaire des acteurs de la qualité environnementale du bâtiment en France et dans les DOM-TOM*, Alsace Qualite Environnement ed. Strasbourg, 197 pp, 2003
- Association des Ingénieurs Forestiers, *Annuaire 2001 forêt et bois milieux naturels*, publié par l'Association des Ingénieurs Forestiers avec la collaboration du SNICEF Condé-sur-Noireau, 312 pp, 2001
- BARLOTTI D, MILCENT M, GASSER G, *Annuaire vert 2004*, OCEP ed., 21<sup>ème</sup> édition, 1007 pp, 2003
- Bâtir Sain, *Guide raisonné de la construction écologique 2003*, Bâtir Sain ed., 56 pp, 2003
- CAZES ML, RIGOT J, CHARID M, *Annuaire national Infobâtir 1999 (industries et services de la construction : direction et agents régionaux)*, Centre Infobâtir, 140 pp, 1999
- Eco-emballages, *Catalogue des produits recyclés 2004, Ayez le bon réflexe pensez aux produits recyclés*, 172 pp, 2004-08-09
- Environormes, *Guide de l'Ecogestion et de l'Ecomanagement*, DPE ed., 7<sup>ème</sup> édition, 80 pp, 2004
- France technopoles Entreprises Innovation, *Annuaire 2003*, FTEI ed. Nantes, 194 pp, 2003
- GALIAY C (coordinatrice), *Annuaire national de l'habitat écologique 2003*, Terre vivante, La maison écologique, CREEE, Terre vivante ed., Mens, 256 pp, 2003
- VEZIRIAN L, *Guide des fournisseurs bio Rhône Alpes 1999*, CORABIO, 117 pp, 2000

<sup>92</sup> Cf. Annexe 6 : Extrait de la loi de la CNIL



FIBOIS	Deuxième transformation bois et Prescripteurs	Menuisiers, charpentiers, constructeurs bois, architectes
PEFC Rhône Alpes	Deuxième transformation bois et Prescripteurs	Entreprises certifiées PEFC
Oree	Management environnemental approche site	Entreprises certifiées ISO 14001

Un descriptif des partenaires pressentis peut être consulté pages 52 à 57 du document « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale ».

Ce mode de conventionnement a été choisi car d'une part INEED ne veut pas se substituer aux interprofessions<sup>93</sup> existantes (mais plutôt avoir un rôle de portail) et d'autre part car il facilite la mise à jour de la base de données.

#### b. La participation financière des acteurs de la qualité environnementale

La diffusion des acteurs privés de la qualité environnementale est une opportunité et une plus value pour leur activité, INEED a conscience de cela et veut proposer un service durable et de qualité. Pour cela une participation financière permettrait d'assurer les coûts de fonctionnement que nécessite la base de données.

Deux solutions seront proposées aux organismes privés, qui font l'objet de l'envoi d'un questionnaire d'enquête.

- Une vitrine gratuite qui propose une présentation succincte de l'activité de l'entreprise
  - Une vitrine détaillée qui propose une présentation de leurs savoir faire, de leurs produits ou encore une intégration de leur logo pour une participation financière de 25 € TTC par an.
- Les associations et les organismes publics ne sont pas sollicités financièrement.

#### c. La mise à jour

La mise à jour sera réalisée par le service INEED de plusieurs façons :

- ↳ une mise à jour régulière générée par le traitement systématique des informations obtenues par le retour du formulaire de saisie. Qui peut être réalisée par une ou deux personnes du service
- ↳ un renouvellement annuel des conventionnements avec les partenaires,

<sup>93</sup> Fibois, Fibra, Orée

→ une mise à jour annuelle des données recensées par INEED, par courrier ou mail accompagné d'un « formulaire de mise à jour » et de réabonnement permettant la validation ou la rectification des informations inscrites.

Ces deux derniers modes de gestion nécessitent la mobilisation d'une personne à temps complet durant un mois.

### Budget prévisionnel de la réalisation de la phase I

POSTES DE DEPENSES	TYPES DE DEPENSES	MONTANT EN EUROS	%
I-Personnel	> Rémunération stagiaire 3 mois	1 050,00	28,38
	> Déplacements	1 350,00	36,49
II-Prestataires internes <sup>94</sup>	Service info éco - 20h		
	Service communication - 15h		
IV-Fonctionnement	> Frais de structure proratisés	300,00	8,11
	> Achats de fourniture: affranchissement, imprimerie	1 000,00	27,03
V-Mise à jour	Rémunération stagiaire 1 mois	350	
<b>TOTAL DEPENSES 2004</b>		<b>4 050,00</b>	<b>100</b>

RESSOURCES		MONTANT EN EUROS	%
Contributions publiques	Chambre de commerce et d'industrie	4 050,00	100
<b>TOTAL RESSOURCES 2004</b>		<b>4 050,00</b>	<b>100</b>
Recettes éventuelles provenant du projet	Cotisation de 50 % des 141 organismes privés recensés à 25 €	1762,5	

<sup>94</sup> Les coûts journées ne sont pas budgétisés car ils sont pris en charge dans les coûts de fonctionnement généraux

Etude préalable au projet de « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale »

Planning phase 1

	JUN			JUILLET			AOUT			OCTOBRE			NOVEMBRE					
	...																	
	L	M	J	V	S	D	L	M	J	V	S	D	L	M	J	V	S	D
Service "INeed"																		
Service "info eco" F.GUIGARD																		
Service "communication" L.CLEREL																		
Etude préalable, visant à définir les grandes caractéristiques du projet et les moyens à mettre en œuvre pour l'élaborer																		
Phase 1																		
Recensement des acteurs identifiables																		
Conventionnement (envoi)																		
Enquête (envoi)																		
Création de la base de données																		
Relance téléphonique																		
Saisie des données après enquête																		
Mise en ligne																		



## Enquête auprès des acteurs recensés

*« Répertoire des acteurs de la qualité  
environnementale »*

*Phase 1*

Août 2004



**INEED RHONE-ALPES**

Tél. : 04.75.75.70.95.

Fax : 04.75.75.87.01.

e-mail : [pdk@drome.cci.fr](mailto:pdk@drome.cci.fr)

Réf. : PdK/MN/XXX/04

Objet : INEED

Valence, le X octobre 2004

Madame, Monsieur,

INEED Rhône-Alpes est un Pôle de Développement Durable initié par la CCI de la Drôme et spécialisé sur les filières (bio, bois-construction, HQE®, éco-construction, management environnemental) particulièrement présentes sur le territoire de Rhône-Alpes.

INEED RA est avant tout une structure sur laquelle les entreprises doivent pouvoir s'appuyer afin d'être mises en contact avec les compétences qu'elles recherchent. Son objectif principal est de mettre en relation les entreprises auprès des professionnels, des institutionnels, des associations pour s'informer, innover, se développer sur de nouveaux produits ou marchés tout en respectant l'environnement.

Pour se faire nous engageons une action de mise en valeur du potentiel « compétences de la qualité environnementale » en Rhône Alpes.

Un « répertoire des acteurs de qualité environnementale » de notre région sera réalisé et mis en ligne sur Internet à travers le site « [www.ineedra.org](http://www.ineedra.org) ». Ce site pourra permettre aux entreprises d'avoir un accès direct à l'innovation, à la recherche, à l'ingénierie, de centraliser les acteurs du conseil... dans l'objectif de les accompagner et de les inciter à s'engager dans la démarche de développement durable.

Ce répertoire des acteurs de la qualité environnementale répond à deux objectifs :

- ❖ valoriser votre savoir-faire au travers d'une vitrine de la qualité environnementale
- ❖ répondre à la demande des entreprises avec une offre de compétences ciblées.

Afin de mener à bien cette action de promotion et de valorisation, nous vous serions infiniment reconnaissant de bien vouloir renseigner le questionnaire joint à cet effet notamment en ce qui concerne votre domaine de compétence et votre savoir-faire. Nous restons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Nous vous remercions vivement pour votre précieuse collaboration et vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le Directeur**

**Pascale Der KHATCHADOURIAN**

INEED a mis en place deux questionnaires ;

- un destiné aux associations et organismes publics qui propose une diffusion gratuite de leur activité

- et un destiné aux entreprises privées (bureaux d'études, laboratoire cosmétique, organisme certificateur, fournisseur certifié/labellisé) qui propose une diffusion succincte gratuite ou une diffusion détaillée payante de leur activité.

Chacun des questionnaires sera accompagnée de la précédente lettre.



## Questionnaire destiné aux associations et organismes publics

\*Champs obligatoire

### LA STRUCTURE

N° de SIRET :

Nom de la structure\* :

Sigle :

Forme juridique :

Code APE :

Adresse\* :

BP :

CP\* : Commune\* :

Téléphone accueil\* :

Fax accueil :

Courriel accueil :

Site Internet :

### Responsable légal

Prénom :

Nom :

Fonction :

Téléphone :

Portable :

Fax :

Courriel :

**Etes vous engagé dans une démarche de management environnemental site de production :**

☐ Oui

☐ Non

☒ Si oui ou en cours, de quelle type :

Date

☐ Iso 14001      Organisme certificateur :  
d'obtention :

☐ EMAS      Organisme certificateur :  
d'obtention :

Date

### ACTIVITE DE LA STRUCTURE:

**Vous êtes\* :** (ne cochez qu'une seule case)

☐ Interprofession/association

☐ Organisme certificateur

☐ Fabricant/distributeur/installateur

☐ Laboratoire d'analyse

☐ Laboratoire cosmétique

☐ Autre préciser :

☐ Organisme public/para-public

☐ Fournisseur certifié/labellisé

☐ Groupement de producteur de PPAM

☐ Bureau d'études

☐ Laboratoire de recherche

☐ Centre technique

**Votre activité principale\* :**

Descriptif succinct du type de produit(s) et/ou service(s) « **qualité environnementale** »  
proposés :

(en 3 lignes maximum)

**Vos domaines d'intervention\* : (Choix multiple)**

✓ ☐ **PRODUITS BIOLOGIQUES ET NATURELS :**

- ☐ Agro alimentaire biologique :
- ☐ Viticulture biologique
- ☐ Cosmétique biologique et naturelle

✓ ☐ **BOIS CONSTRUCTION :**

- ☐ Deuxième transformation bois
- ☐ Prescription, négoce de bois et matériaux

✓ ☐ **CONSTRUCTION ENVIRONNEMENTALE :**

- ☐ Eco-construction (matériaux)
- ☐ HQE
- ☐ Energie renouvelable

✓ ☐ **MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL :**

- ☐ Approche site de production
- ☐ Approche produit

**Votre principal type de clientèle : (ne cochez qu'une seule case)**

☐ Particulier ☐ Professionnel, marché privé ☐ Marché public

**Echelle d'intervention : sur quel(s) département(s) intervenez vous ? (choix multiple)**

☐ 01 ☐ 07 ☐ 26 ☐ 38 ☐ 42 ☐ 69 ☐ 73 ☐ 74

**LES PERSONNES CONTACTS : (minimum un contact)**

**Contact n° 1\***

Nom :

Prénom :

Fonction :

Spécialité/domaine d'intervention :

Téléphone :

Portable :

Fax :

Courriel :

**Contact n° 2**

Nom :

Prénom :

Fonction :

Spécialité/domaine d'intervention :

Téléphone :

Portable :

Fax :

Courriel :

☐ J'accepte que les informations demandées apparaissent sur le site de l'INEED

☐ Je ne veux pas que les informations demandées apparaissent sur le site de l'INEED.

**Accès et rectification auprès de la C.C.I.D. - loi du 06/11/78**

**Nous vous remercions de retourner cette fiche signalétique :**

- à l'aide de l'enveloppe 'T' jointe

- par fax au n° 04 75 75 87 01

- ou en remplissant le formulaire actif sur le site [www.drome.cci.fr](http://www.drome.cci.fr)

Pour tout complément d'information, vous pouvez contacter Pascale der Katchadourian au n° 04 75 75 70 24 ou par mail à l'adresse suivante [pdk@drome.cci.fr](mailto:pdk@drome.cci.fr)

## Questionnaire destiné aux entreprises privées

Nom de la structure : \_\_\_\_\_

Une action de valorisation de vos compétences en matière de qualité environnementale est lancée par INEED à travers le « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale » hébergé sur le site « [ineedra.org](http://ineedra.org) ».

Notre proposition s'établit comme suit :

- |  |             |
|--|-------------|
| 1. <b>Vitrine gratuite</b> : une page gratuite de présentation succincte de votre entreprise                   | Gratuite    |
| 2. <b>Vitrine détaillée</b> : une page détaillant votre activité, vos savoir faire + intégration de votre logo | 25 € TTC/an |

Cocher les options choisies :

☐ J'accepte que les informations demandées apparaissent sur le site d'INEED

- ☐ Vitrine gratuite  
☐ Vitrine détaillée

Gratuit  
25 € TTC

☐ Je ne veux pas que les informations demandées apparaissent sur le site d'INEED.

---

Facture émise à réception (Chèque à renvoyer par courrier à CCI Drôme - INEED - BP 1023 - 26010 VALENCE Cedex)

Cachet entreprise :

Le : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_  
à \_\_\_\_\_  
Signature :

Pour tout complément d'information, vous pouvez contacter Pascale Der Katchadourian au n° 04 75 75 70 24 ou par mail à l'adresse suivante [pdk@drome.cci.fr](mailto:pdk@drome.cci.fr)



## 1 ère page : Vitrine Gratuite

\*Champs obligatoire

### LA STRUCTURE :

N° de SIRET :  
Nom de la structure\* :  
Sigle :  
Forme juridique :  
Code APE :  
Adresse\* :  
BP :  
CP\* : Commune\* :  
Téléphone accueil\* :  
Fax accueil :  
Courriel accueil :  
Site Internet :

### Responsable légal :

Prénom :  
Nom :  
Fonction :  
Téléphone :  
Portable :  
Fax :  
Courriel :

### ACTIVITE DE LA STRUCTURE:

**Vous êtes\* : (ne cochez qu'une seule case)**

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Interprofession/association         | <input type="checkbox"/> Organisme public/para-public     |
| <input type="checkbox"/> Organisme certificateur             | <input type="checkbox"/> Fournisseur certifié/labellisé   |
| <input type="checkbox"/> Fabricant/distributeur/installateur | <input type="checkbox"/> Groupement de producteur de PPAM |
| <input type="checkbox"/> Laboratoire d'analyse               | <input type="checkbox"/> Bureau d'études                  |
| <input type="checkbox"/> Laboratoire cosmétique              | <input type="checkbox"/> Laboratoire de recherche         |
| <input type="checkbox"/> Autre préciser :                    | <input type="checkbox"/> Centre technique                 |

**Vos domaines d'intervention\* : (Choix multiple)**

- ✓ ☐ **PRODUITS BIOLOGIQUES ET NATURELS :**
- ☐ Agro alimentaire biologique :
  - ☐ Viticulture biologique
  - ☐ Cosmétique biologique et naturelle
- ✓ ☐ **BOIS CONSTRUCTION :**
- ☐ Deuxième transformation bois
  - ☐ Prescription, négoce de bois et matériaux

- ✓ ☐ **CONSTRUCTION ENVIRONNEMENTALE :**
- ☐ Eco-construction (matériaux)
  - ☐ HQE
  - ☐ Energie renouvelable
- ✓ ☐ **MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL :**
- ☐ Approche site de production
  - ☐ Approche produit

2<sup>ème</sup> page : Vitrine détaillée 25 € TTC

**Votre activité principale :**

Descriptif du type de produit(s) et/ou service(s) « **qualité environnementale** » proposés :  
(en 3 lignes maximum)

Domaines d'excellence :

Moyens techniques :

**Etes vous engagé dans une démarche de management environnemental site de production :**

☐ Oui ☐ Non

Si oui ou en cours, de quelle type :

☐ Iso 14001      Organisme certificateur :

Date d'obtention :

☐ EMAS      Organisme certificateur :

Date d'obtention :

**Qualification, certifications, agréments des biens ou des services proposées (Préciser la date d'obtention)**

**Echelle d'intervention : sur quelle(s) zones administratives intervenez vous ? (Choix multiple)**

☐ 01   ☐ 07   ☐ 26   ☐ 38   ☐ 42   ☐ 69   ☐ 73   ☐ 74  
☐ Nationale   ☐ Internationale

**LES PERSONNES CONTACTS : (minimum un contact)**

**Contact n° 1**

Nom :  
Prénom :  
Fonction :  
Spécialité/domaine d'intervention :

Téléphone :  
Portable :  
Fax :  
Courriel :

**Contact n° 2**

Nom :  
Prénom :  
Fonction :  
Spécialité/domaine d'intervention :

Téléphone :  
Portable :  
Fax :  
Courriel :

**Logo** à transmettre sous format informatique à [ineed@drome.cci.fr](mailto:ineed@drome.cci.fr)

Accès et rectification auprès de la C.C.I.D. - loi du 06/11/78  
Nous vous remercions de retourner ces fiches signalétiques :  
- à l'aide de l'enveloppe 'T' jointe



## Lettre de conventionnement

*« Répertoire des acteurs de la qualité  
environnementale »*

*Phase I*

Août 2004





**INEED RHONE-ALPES**

Tél. : 04.75.75.70.95.

Fax : 04.75.75.87.01.

e-mail : [pdk@drome.cci.fr](mailto:pdk@drome.cci.fr)

Réf. : PdK/MN/XXX/04  
Objet : INEED

Valence, le X octobre 2004

Madame, Monsieur,

INEED Rhône-Alpes est un Pôle de Développement Durable initié par la CCI de la Drôme et spécialisé sur les filières de la bio, de la construction environnementale (dont le bois construction) et du management environnemental, particulièrement présentes sur le territoire de Rhône-Alpes. INEED est une structure régionale sur laquelle les entreprises doivent pouvoir s'appuyer afin d'être mises en contact avec les compétences qu'elles recherchent.

Aujourd'hui INEED fait l'objet d'une très forte demande des acteurs économiques régionaux qui souhaitent disposer de compétences de la qualité environnementale pour conduire leur réflexion et développer de nouveaux produits et marchés. De nombreuses initiatives voient le jour sur différentes thématiques ou échelles géographiques, mais le manque de coordination sectorise ces domaines et affaiblit une dynamique globale de développement.

Devant ce constat, INEED a décidé de mettre en œuvre un véritable réseau d'acteurs de la qualité environnementale, dénommé « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » à la disposition des acteurs régionaux à travers le site Internet « [www.ineedra.org](http://www.ineedra.org) ».

INEED n'a pas l'intention de se substituer aux acteurs spécialisés et référents de cette démarche mais souhaite valoriser et centraliser les différentes actions en créant un « réseau de réseau » à travers le répertoire de la qualité environnementale.

Ce répertoire a pour ambition de regrouper les bases de données d'acteurs de la qualité environnementale de manière à :

- favoriser l'émergence de passerelles économiques entre ces filières,
- faciliter l'accès aux compétences de la qualité environnementale,
- valoriser les démarches engagées des acteurs régionaux.

Identifié comme un acteur incontournable de la construction environnementale, et producteur d'une base de données innovante et complète, INEED souhaiterait engager à vos cotés la réalisation de ce projet fédérateur.

L'adhésion à cette initiative régionale est non seulement l'opportunité de diffuser votre action auprès des entreprises mais surtout d'intégrer un réseau global de la qualité environnementale qui renforcera la dynamique existante.

Afin de mener à bien ce projet, nous souhaiterions donc vous rencontrer afin de discuter plus en profondeur de cette action, de recueillir votre sentiment sur ce projet et de voir quelles pourraient être les pistes de collaboration. Nous restons à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Dans l'attente d'une prise de contact pour un prochain rendez-vous, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

**Le Directeur**

**Pascale der KHATCHADOURIAN**

## Présentation de la phase 2

*« Répertoire des acteurs de la qualité  
environnementale »*

*Phase 2*

Août 2004

## ETUDE DE L'OFFRE DES BUREAUX D'ETUDES DE LA CONSTRUCTION ENVIRONNEMENTALE SUR RHONE ALPES

### Contexte :

INEED-RA (INnovation pour l'Environnement et l'Economie Durables de Rhône-Alpes), Pôle de Développement Durable initié par la CCI de la Drôme est attaché au développement des filières bio, construction environnementale (dont bois construction) et management environnementale particulièrement présentes sur le territoire régional.

INEED est avant tout une structure sur laquelle les entreprises doivent pouvoir s'appuyer afin d'être mises en contact avec les compétences qu'elles recherchent. INEED a ainsi engagé en Mai 2004, une réflexion sur la mise en réseau des entreprises avec : des professionnels, institutionnels et associations qui ont développé une « démarche » qualité environnementale. Le pôle a décidé de mettre en œuvre un véritable réseau régional, dénommé « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » à la disposition des acteurs économiques à travers le site Internet « [www.ineedra.org](http://www.ineedra.org) ».

Véritable interface de la qualité environnementale la mise en œuvre de ce réseau vise cinq grands objectifs :

- contribuer au développement d'une culture environnementale dans le secteur privé,
- développer la mise à disposition de l'information auprès des entreprises,
- faciliter l'accès à l'information à l'aide de la technologie Internet,
- capitaliser l'information de référence sur toutes les thématiques environnementales, ce qui permettra d'être plus efficace dans la recherche et l'exploitation de l'information.

Avec son « répertoire de la qualité environnementale » INEED intervient selon deux niveaux distincts comme :

- ↳ une interface qui centralise et valorise les données existantes concernant les différentes thématiques de la qualité environnementale,
- ↳ et comme un « observatoire des acteurs de la qualité environnementale » qui produit des données correspondant à des besoins non satisfait.



La première phase du projet, déjà engagée, a consisté :

- à recenser les acteurs du bio, du bois construction, de la construction environnementale et du management environnemental,
- et à établir des partenariats avec les acteurs référents en la matière, détenteurs de base de données d'acteurs de la qualité environnementale.

Cette phase aura permis de constituer le **premier réseau multisectoriel des acteurs de la qualité environnementale**.

Ce recensement a pu aisément se faire sur les filières bio et management environnemental compte tenu de la structuration des filières et de l'identification possible des acteurs selon leur certificat, norme, label ou marque<sup>95</sup> de leur produit ou structure. En ce qui concerne l'identification de certains acteurs, comme les prescripteurs, de la construction environnementale et du bois construction la démarche s'est avérée plus délicate.

Le projet de « répertoire des acteurs de la qualité environnementale » doit être poursuivi par une phase d'étude qui permettra de recenser les acteurs de la construction environnementale compétents en matière d'ingénierie, de conseils ou d'études.

Diagnostic :

Comme le définit l'Association HQE « la Qualité environnementale des bâtiments consiste à maîtriser les impacts des bâtiments sur l'environnement extérieur et à créer un environnement intérieur sain et confortable. Il s'agit d'une réponse opérationnelle à la nécessité d'intégrer les critères du développement durable dans l'activité du bâtiment.<sup>96</sup> »

En effet aujourd'hui la construction environnementale, n'est pas encore un « tout en soi » il faut passer par des marches et procéder « étape par étape » (par ex : d'abord sur l'énergie, puis sur les matériaux etc..). Ces étapes font appel à des compétences particulières actuellement émergentes mais plutôt orientées vers les particuliers. Le milieu associatif a déjà réalisé un premier référencement informel destiné à ce public, mais la démarche doit être poursuivie et approfondie en partenariat avec les branches professionnelles si l'on veut d'une part que les entreprises adhèrent et adoptent la construction environnementale et d'autre part que l'offre soit valorisée et adaptée au marché.

Aux vues d'une sensibilisation environnementale de plus en plus accrue la demande des entreprises est en augmentation et INEED fait l'objet de demandes nouvelles d'accompagnement dans le secteur de la HQE, de l'éco construction et du bois construction en matière d'ingénierie, de process, de conseils ou d'études mais ne disposant pas d'une lecture formelle du marché INEED ne peut pas orienter ses entreprises vers une offre adaptée.

<sup>95</sup> Label : AB, Certificat : ISO 14001, Norme : Ange bleu, Fleur, signe blanc, Marque : Bio équitable, NF environnement

<sup>96</sup> [www.assohqe.org](http://www.assohqe.org)

1. nous avons, d'un côté, une offre d'entreprises (et plus particulièrement de bureaux d'études) qui ont développé des savoirs-faire mais qui ne sont pas toujours clairement identifiés ou identifiables, et qui souhaitent être valorisés
2. de l'autre, une demande des clients qui souhaitent accéder de manière ciblée à cette offre.

Une observation des bureaux d'études à l'échelle Rhône alpine est le commencement d'un processus qui permettra la structuration et le développement de la filière construction environnementale (dont bois construction) au niveau régional.

#### Objectif du projet :

Le projet d'INEED consiste à réaliser dans un premier temps une étude de l'offre des bureaux d'études de la construction environnementale, orchestrateurs des projets de construction. Rhône-Alpes dispose en effet d'un réseau d'environ 4.000 bureaux d'études<sup>97</sup>, dont près de 8%<sup>98</sup> se seraient déjà engagés dans la construction environnementale. Il convient de les identifier, de favoriser la mise en place d'outils de qualification qui permettent de les valoriser et d'engager un effet boule de neige qui à terme amènerait la région à 20 ou 25 % d'entreprises engagées dans la démarche de la qualité environnementale et plus globalement du développement durable.

Cette étude constituera non seulement un outil d'aide à la décision pour les maîtres d'ouvrage mais aussi un outil structurant pour les professionnels. Elle fera l'objet d'une information économique qui permettra aux professionnels de se positionner sur le marché régional.

Dans le même temps ces données pourront être intégrées au répertoire des acteurs de la qualité environnementale pour être diffusées et répondre à la au besoin de compétences en matière de construction environnementale.

#### Objectifs poursuivis... :

...Réunir les représentants des bureaux d'études, de la construction et les acteurs sensibles à la qualité environnementale de manière à les faire travailler ensemble à la mise en place de critères qui conduiront à :

1. créer un référentiel pilote Rhône-Alpes définissant les étapes d'ingénieries et d'études de la construction environnementale,
2. réaliser une enquête à partir du référentiel qui permettra l'étude de marché,
3. identifier les bureaux d'études compétents en la matière (qui correspondent au référentiel),
4. analyser l'information économique et la diffuser auprès des bureaux d'études et des entreprises la filière construction environnementale (dont bois construction) pour qu'ils se structurent et se développent.

<sup>97</sup> [www.francetelefirm.com](http://www.francetelefirm.com) code APE 74.2B, 74.2C et 74.3B

<sup>98</sup> Recensement informel effectué auprès de l'annuaire de l'éco construction (Terre Vivante), [www.cr3e.fr](http://www.cr3e.fr), [www.batirsain.fr](http://www.batirsain.fr), l'Annuaire Vert, Le guide de l'environnement 2003

Descriptif du projet :

Le projet consiste à réaliser une observation de l'offre des bureaux d'études en matière de construction environnementale afin de connaître le marché.

Méthodologie d'ingénierie proposée

Le projet sera mené en concertation étroite avec les professionnels du bâtiment et de la qualité environnementale durant une année.

**Etape 1 : Elaboration avec les professionnels d'un référentiel de référencement.**

Cette action fera l'objet de 4 réunions de travail (RT) (6 mois)

- RT 1 : Définir la méthode de réalisation du référentiel
- RT 2 : Synthèse des connaissances concernant la construction environnementale : définition d'un cadre
- RT 3 : Elaboration de la nomenclature des prestations des prescripteurs
- RT 4 : Définition des critères de référencement et de traitement (validation par un juriste)

**Etape 2 : Rédaction du référentiel et de l'enquête** (1 mois)

- RT 5 : Validation du référentiel et de l'enquête par le groupe de travail (validation par un juriste)

**Etape 3 : Etude de marché de l'offre des bureaux d'études par enquête** (4 mois)

- Recensement téléphonique
- Envoi de l'enquête
- Exploitation, analyse des données
- Saisi des entreprises correspondant au référentiel sur la base de données du « Répertoire des acteurs de la qualité environnementale »

**Etape 4 : Publication de l'information économique sur Internet et diffusion des bureaux d'études recensés sur le répertoire des acteurs de la qualité environnementale sur Internet** (1 mois)

Effets attendus :

Cette étude de l'offre des bureaux d'études de la construction environnementale permettra de :

- Fournir une information économique aux professionnels pour engager des actions ciblées (spécialisation, qualification-certification...)
- Formaliser le marché de la « prestation qualité environnementale »
- Diversifier les prestations de la profession « traditionnelle »
- Développer et structurer la filière construction environnementale
- Générer de l'emploi et de l'activité sur de nouveaux marchés
- Démarquer les entreprises de Rhône-Alpes

Moyens mis en œuvre :

- ▣ 1 CDD d'un an spécialement recruté pour l'opération, qui aura en charge:
  - animer les réunions de travail,
  - proposer une méthodologie de travail
  - recadrer les visions d'experts dans un processus plus global,
  - synthétiser les critères élaborer par les professionnels en vue de réaliser le référentiel,
  - réaliser l'étude de marché
  - favoriser l'émergence d'une qualification des biens et des services de l'éco construction
- ▣ Réalisation en interne de la base de données
- ▣ Recours à un cabinet de marketing téléphonique
- ▣ Recours aux services d'un juriste de manière à ce que la base de données et le référentiel soit en conformité avec la loi de la CNIL.

Partenaires pressentis, associés au projet :

Concernant :

BUREAUX D'ETUDES	CONSTRUCTION	QUALITE ENVIRONNEMENTALE
Syntec-Ingénierie	CFPF CICF CTBA Fibois Fibra	ADEME Association HQE CSTB Ecobatir Oïkos

Indicateur de réalisation :

Nombre de partenaires associés au projet et nombre d'entreprises « distinguées »  
Une étude de marché menée à l'aide d'un référentiel et d'une enquête sur l'offre des bureaux d'études en matière de construction environnementale,  
Nombre de bureaux d'études compétents en matière de construction environnementale recensés.



Devis estimatif du projet :

Postes de dépenses	Types de dépenses	Montant	%
I-Personnel	> Rémunération + charges CDD et encadrement	56 450,00	42,40
	> Rémunération + charges secrétariat	2 500,00	1,88
	> Déplacement	5 000,00	3,76
		2 000,00	1,50
II-Prestataires externes	Avocat		
	Marketing téléphonique 5000 entreprises interrogées à 8,5 € la fiche renseignée	42 500,00	31,92
	> Déplacement	7 000,00	5,26
	> Restauration	1 500,00	1,13
IV-Fonctionnement	> Frais de structure proratisés	5 400,00	4,06
	> Achats de fourniture: affranchissement, imprimerie	2 800,00	2,10
	> Publication, édition, communication	8 000,00	6,01
TOTAL DEPENSES 2004		133 150,00	100,00

RESSOURCES		MONTANTS EUROS	%
Conseil Régional		66 575,00	50
Autres contributions publiques	Organismes consulaires	26 630,00	20
Fonds Social Européen		39 945,00	30
TOTAL RESSOURCES 2004		133 150,00	100,00
Recettes éventuelles provenant du projet	Cotisation de 50 % des 320 organismes estimés à 25 €	4000,00	

Planning prévisionnel phase 2








	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET
Phase 2									
Acquisition données auprès CCI RA									
Elaboration du référentiel									
Enquête téléphonique									
Traitement des données									
Saisie des données									
Mise en ligne									
Service INEED									
Service "communication"									
Sous traitance en marketing téléphonique									

## TABLES DES ILLUSTRATIONS




Figure 1: Le marché Rhône Alpes des produits bio.....	8
Figure 2: Répartition des acteurs des « Produits biologiques et naturels » recensés par secteur.....	11
Figure 3: Localisation des acteurs des « produits biologiques et naturels » en Rhône Alpes et à l'échelle nationale.....	11
Figure 4: Répartition des acteurs de la construction environnementale recensés .....	16
Figure 5: Localisation des acteurs de la construction environnementale en Rhône Alpes et à l'échelle nationale.....	16
Figure 6: Répartition des acteurs du bois construction recensés par secteurs ...	21
Figure 7: Localisation des acteurs du bois construction en Rhône Alpes et à l'échelle nationale.....	20
Figure 8: Répartition des acteurs du management environnemental par secteurs .....	25
Figure 9: Localisation des acteurs du management environnemental en Rhône Alpes et à l'échelle nationale.....	25

## BIBLIOGRAPHIE


### Documents généraux :

-  Bioconvergence Rhône Alpes - CCI Drôme, *Observatoire Rhône Alpes des activités liées à l'AB - Chiffres clés 2002 « les préparateurs »*, 15pp, 2002
  -  BOIVIN N, DAVID A, FERGADI S, VILLESANGE C, YOSHIOKA D, *Pôle d'excellence du développement durable Rhône-Alpes : l'innovation au service de l'environnement*, Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme - Centre d'Etudes Supérieures en Aménagement de Tours, Tome 1, 216 pp, 2002
  -  BOIVIN N, DAVID A, FERGADI S, VILLESANGE C, YOSHIOKA D *Pôle d'excellence du développement durable Rhône-Alpes : l'innovation au service de l'environnement*, Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme - Centre d'Etudes Supérieures en Aménagement de Tours, Tome 2, 108 pp, 2002
  -  BOIVIN N, DAVID A, FERGADI S, VILLESANGE C, YOSHIOKA D *Pôle d'excellence du développement durable Rhône-Alpes : l'innovation au service de l'environnement*, Chambre de Commerce et d'Industrie de la Drôme - Centre d'Etudes Supérieures en Aménagement de Tours, Synthèse, 40 pp, 2002
  -  GÖTZ KH, HOOR D, MÖHLER K, NATTERER J, *Construire en bois ; Choisir, concevoir, réaliser*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Tome 1, 283 pp, 1987
  -  KUR F, *L'habitat écologique : quels matériaux choisir*, Terre vivante ed. Mens, 189 pp, 2003
  -  OLIVA JP, BOSSE-PLATIERE A, AUBERT C, *Maisons écologiques d'aujourd'hui*, Terre Vivante, Mens, 143 pp, 2002
- 

### Documents internes :

-  Corabio, *Les chiffres du bio*.
  -  INEED, *Compte rendu 2003*
  -  Telefirm Telexport, *Guide de codifications*, 15 pp, 2001
- 

### Documents établissant un recensement d'acteurs de la qualité environnementale

-  ALSACE QUALITE ENVIRONNEMENT, *Annuaire des acteurs de la qualité environnementale du bâtiment en France et dans les DOM-TOM*, Alsace Qualite Environnement ed. Strasbourg, 197 pp, 2003



- Association des Ingénieurs Forestiers, *Annuaire 2001 forêts et bois milieux naturels*, publié par l'Association des Ingénieurs Forestiers avec la collaboration du SNICEF Condé-sur-Noireau, 312 pp, 2001
  - BARLOTTI D, MILCENT M, GASSER G, *Annuaire vert 2004*, OCEP ed., 21ème édition, 1007 pp, 2003
  - Bâtir Sain, *Guide raisonné de la construction écologique 2003*, Bâtir Sain ed., 56 pp, 2003
  - BORNAREL A, AKIKI E, LAUNAY K, MAES P, *Qualité environnementale des bâtiments ; Manuel à l'usage de la maîtrise d'ouvrage et des acteurs du bâtiment*, ADEME, ADEME ed. Angers, 294 pp, 2002
  - CARON R, HAUN J, BOUTTIER MC, MALARET L, *Guide la bio en Drôme, Agribiodrôme*, 96 pp, 2000
  - CAZES ML, RIGOT J, CHARID M, *Annuaire national Infobatir 1999* (industries et services de la construction : direction et agents régionaux), Centre Infobatir, 140 pp, 1999
  - Eco-emballages, *Catalogue des produits recyclés 2004*, Ayez le bon réflexe pensez aux produits recyclés, 172 pp, 2004
  - Environormes, *Guide de l'Ecogestion et de l'Ecomanagement*, DPE ed., 7ème édition, 80 pp, 2004
  - France technopoles Entreprises Innovation, *Annuaire 2003*, FTEI ed. Nantes, 194 pp, 2003
  - GALIAY C (coordinatrice), *Annuaire national de l'habitat écologique 2003*, Terre vivante, La maison écologique, CREEE, Terre vivante ed., Mens, 256 pp, 2003
  - VEZIRIAN L, *Guide des fournisseurs bio Rhône Alpes 1999*, CORABIO, 117 pp, 2000
- 

■ Site Internet (thématique) :

Bois construction

<http://www.cndb.org/cndb/index.html>  
<http://www.foret-bois.com/Trouver/delegues.htm>  
<http://www.le-bois.com/normesbis.asp>  
<http://www.fibois.com>  
<http://www.fibra.net>

<http://www.bois-construction.org/cndb>  
<http://www.ctba.fr>  
<http://www.fnbois.com/indexfra.php>  
<http://www.maisons-bois.org>  
<http://www.capeb.fr>  
<http://www.glulam.org>  
<http://www.pefc-france.org>  
<http://www.ifb42.com>  
<http://www.metiersdubois.org>

### Construction environnementale

<http://www.assohqe.org>  
<http://batirsain.free.fr>  
<http://www.build2pro.fr/fra/bioconstruction/hqe.jhtml>  
<http://vad.asso.free.fr/index.php>  
<http://www.cr3e.com>  
<http://www.terrevivante.org>  
<http://www.akterre.com/index.html>  
<http://www.reseau-ecobatis.asso.fr>  
<http://www.eco-logis.com>  
<http://www.archilink.com>  
<http://www.ffbatiment.fr>  
<http://www.architectes.org>

### Développement durable/ qualité environnementale

<http://www.mediaterrae.org/scientifiques/>  
<http://www.novethic.fr/novethic/site/index.jsp>  
<http://www.planetecologie.org>  
<http://www.vertitude-online.com/test/certificateur.asp>  
<http://www.ecologie.gouv.fr/sommaire.php3>

### Energies renouvelables

<http://www.ale-lyon.org>  
[http://www.energies-renouvelables.org/energie\\_renouvelable.htm](http://www.energies-renouvelables.org/energie_renouvelable.htm)  
<http://www.ademe.fr>

### Intelligence territoriale

<http://ccigecobiz.grenobleecobiz.biz>  
[http://www.ikm.com/intelligence\\_territoriale.htm](http://www.ikm.com/intelligence_territoriale.htm)  
<http://www.afnet.fr>

### Management environnemental

<http://www.prorecyclage.com/>  
<http://www.ademe.fr>  
<http://www.lyon.cci.fr/articles/environnement/iso14001.asp>  
<http://www.ecogestion.be>

[http://www.enviro2b.com/guides/expertise/eco\\_conception/presentation.html](http://www.enviro2b.com/guides/expertise/eco_conception/presentation.html)

<http://www.oree.org>  
<http://www.ineris.fr>

### Produits biologiques et naturels

<http://www.agence-bio.org/>  
<http://www.fnab.org>  
<http://www.biomalin.com>  
<http://www.ifoam.org>  
<http://www.printempsbio.com>  
<http://www.agriculturebio.com>  
<http://www.interbiobretagne.asso.fr>  
<http://www.qualite-france.com>

### Qualification, certification

<http://www.opqibi.com>  
[http://www.syntec-ingenierie.fr/fr/bas/frame\\_start.htm](http://www.syntec-ingenierie.fr/fr/bas/frame_start.htm)  
<http://www.cofrac.fr/COFRAC/Cofrac.htm>  
<http://www.afnor.fr>  
<http://www.ulase.fr>  
<http://www.ecocert.fr>  
<http://www.afaq.fr>

### Recherche et développement

<http://www.anvar.fr/index.php>  
<http://www.ridt.org/index.htm>  
<http://www.arist.rhone-alpes.cci.fr/V1/>  
<http://www.productique.org/web/web3.nsf/HomePageNoFrame?OpenForm>  
<http://www.actu-environnement.com>

### Sites CCI

<http://www.ineedra.org>  
<http://www.drome.cci.fr/>  
<http://www.portaffaires.com>  
<http://www.agro2607.com/>  
<http://www.dromepro.com/dromepro>  
<http://www.francetelefirm.com>

### Divers :

<http://google.fr>  
<http://www.pagesjaunes.fr>

## ANNEXES

Annexe 1 : Extrait de la charte Cosmebio	I
Annexe 2 : La charte Qualisol	II
Annexe 3 : Les écolabels	IV
Annexe 4 : Le management environnemental	VII
Annexe 5 : Le vocabulaire d'Access	XIII
Annexe 6 : Extrait de la loi de la CNIL	XIV

## Annexe 1 : Extrait de la Charte COSMEBIO

### 1- Pour les produits :

- **sélection des ingrédients** : nous décidons de mettre sur le marché des produits cosmétiques dont les ingrédients sont d'origine naturelle et prioritairement issus de l'Agriculture Biologique Contrôlée.
- **Sélection des procédés de transformation et de fabrication** : les procédés de transformation et de fabrication de ces produits sont non polluants et respectueux de la santé et de l'environnement.
- **Obligation de garanties** : ces produits répondent aux critères d'un cahier des charges et sont garantis par un contrôle indépendant.

### 2 - Pour les Personnes :

- Cette démarche de mise sur le marché de produits cosmétiques de qualité, se fait dans le respect et pour le bien être des consommateurs, par une information exhaustive et une transparence sur l'ensemble de la filière jusqu'aux produits finis.

### 3 - Pour l'Environnement :

- **Par le respect de la vie en général** : nous nous engageons à respecter les différents règnes de la Nature. En particulier, *il sera exigé d'éviter les tests sur les animaux* et d'utiliser des méthodes alternatives.
- **Par des mesures spécifiques** : notre respect de l'Environnement se traduit au niveau des modes d'obtention des matières premières, des procédés de transformation, des modes de présentation des produits finis, de leur biodégradabilité, du recyclage de leurs emballages et de l'ensemble des déchets issus de leur fabrication.

### 4 - Pour l'économie et la société :

Nous, fabricants adhérents, engagés dans ce type de production, nous nous inscrivons dans des objectifs de développement durable et de commerce équitable.



## Annexe 2 : La charte Qualisol

Marque déposée par l'ADEME, "QUALISOL" garantit aux consommateurs la qualité des matériels utilisés et le savoir-faire des professionnels qui les mettent en oeuvre.

Les installateurs qui s'engagent à respecter la Charte QUALISOL sont reconnus aptes à prescrire et mettre en place les modèles de chauffe-eau solaires validés par l'ADEME.

Les signataires de la Charte sont tenus de renouveler leur adhésion tous les deux ans. En cas de manquement vérifié aux engagements qu'ils ont pris, leur référence peut être retirée des listes d'installateurs QUALISOL.

Cette charte énonce les conditions d'une bonne pratique et les engagements de service dus au client et elle garantit des prestations de qualité.

### LES 10 ENGAGEMENTS DE LA CHARTE QUALISOL

L'ADEME a décidé de promouvoir la diffusion du chauffe-eau solaire individuel (CESI), en attribuant une "prime CESI" à tout acquéreur, sous réserve que :

- cet équipement satisfasse à un cahier des charges rigoureux.
- la mise en œuvre en soit assurée par un professionnel qualifié, apte à prescrire une installation adaptée aux besoins, et à la réaliser avec soin (installateur inscrit "QUALISOL").

L'installateur de chauffe-eau solaires individuels adhérent de la charte QUALISOL souscrit l'engagement volontaire de se conformer à des principes de qualité du service rendu à ses clients.

Le signataire certifie qu'il respectera les engagements qui constituent les "10 points solaires" de la charte :

1. Il possède les compétences professionnelles nécessaires, acquises par la formation initiale ou continue, et par une pratique confirmée. Il est à jour de ses obligations sociales et fiscales, et dispose des assurances professionnelles couvrant les prestations qu'il assure.
2. Il préconise des matériels solaires sélectionnés par l'ADEME, conformes aux listes qu'elle établit et actualise, et assure le relais des informations, brochures et documents que l'ADEME diffuse.
3. En amont, il assure auprès du client un rôle de conseil, l'assiste dans le choix des solutions les mieux adaptées à ses besoins, compte tenu du "gisement solaire" local, des contraintes du site, de la taille du foyer, et des énergies d'appoint disponibles.
4. Après visite sur site, il soumet au client un devis descriptif écrit, détaillé et complet, de l'installation solaire qu'il propose, en fixant un délai de

- réalisation, des termes de paiement, et des conditions de garantie (minimum : deux années, et décennale en cas de matériel incorporé au bâti).
5. Il informe précisément le client sur les démarches nécessaires, relatives en particulier aux déclarations préalables de travaux, aux conditions d'octroi des primes de l'ADEME et autres organismes, et aux incitations fiscales en vigueur.
  6. Une fois l'accord du client obtenu (devis cosigné), il réalise l'installation commandée dans le respect des règles professionnelles, normes et textes réglementaires applicables, selon les prescriptions de l'Avis Technique du matériel prévu, et les spécifications particulières des fournisseurs.
  7. Il règle et met en service l'installation, puis procède à la réception des travaux en présence du client. Il lui remet notices et tous documents relatifs aux conditions de garantie et d'entretien /maintenance du CESI.
  8. Il remet sans délai au client une facture détaillée et complète de la prestation, conforme au devis, et lui fournit l'attestation signée dont celui-ci a besoin pour faire valoir ses droits aux primes et aides fiscales.
  9. En cas d'anomalie ou d'incident de fonctionnement de l'installation signalé par le client, il s'engage à intervenir sur le site dans des délais rapides, et procède aux vérifications et remise en état nécessaires, dans le cadre de la garantie biennale.
  10. Sur simple notification de l'ADEME, il se soumet à toute opération de contrôle que l'ADEME ou son mandataire souhaiterait effectuer, aux fins d'examiner les conditions de mise en œuvre et de réalisation des prestations.

## Annexe 3 :Les écolabels

Source : <http://www.ademe.fr/entreprises/Management-env/approche-produit/Promotion/Ecolabels.htm>

**Titre :** Marque NF-Environnement (FRANCE)

**Date de création :**

1991

**Propriétaire :**

AFNOR  
CERTIFICATION

**Implication des pouvoirs publics :**

Ministères  
chargés de  
l'Environnement,  
de l'Industrie et  
de la  
Consommation



**Titre :** Ecolabel européen

**Date de création :**

1989

**Propriétaire :**

CE  
(DG11)

**Gestionnaire en France :**

L'AFNOR



**Titre :** Ange bleu (ALLEMAGNE)

**Date de création :**

1978

**Propriétaire :**

Ministère fédéral  
de  
l'Environnement,  
de la Protection  
de la Nature et  
de la Sécurité  
nucléaire  
Ministère de  
l'intérieur  
allemand

**Implication des pouvoirs publics :**



**Titre :** AENOR - Medio Ambiente (ESPAGNE)

**Date de création :**

1993



**Propriétaire :**

AENOR,  
Association  
Espagnole de  
NORMalisation  
et de  
certification

**Titre :**

Umweltzeichen Bäume (AUTRICHE)

**Date de création :**

1991

**Propriétaire :**

Ministère de  
l'Environnement,  
de la Jeunesse  
et de la Famille



**Titre :**

Milieukeur (HOLLANDE)

**Date de création :**

1992

**Implication des pouvoirs publics :**

Ministères de  
l'Environnement  
et de  
l'Économie



**Titre :**

Eco-mark (JAPON)

**Date de création :**

1989

**Propriétaire :**

Agence  
Japonaise pour  
l'Environnement



**Titre :**

Choix Environnemental (CANADA)

**Date de création :**

1988

**Propriétaire :**

Association  
canadienne de  
Normalisation  
Ministère de  
l'Environnement,  
dans le cadre de  
la promulgation  
de la "loi  
canadienne sur la  
protection de  
l'environnement".

**Implication des pouvoirs publics :**





**Titre :** Cygne blanc du Conseil Nordique

**Date de création :**

**Propriétaire :**



1989

SIS Eco-  
Labelling AB  
(Suède)  
Finnish  
Standards  
Association  
SFS(Finlande)  
Miljømerking  
Ecolabelling  
Norway  
(Norvège),  
Ministère de  
l'Environnement  
islandais et dk-  
*Teknik Energi &*  
*Miljö*  
(Danemark)

Source : <http://www.ademe.fr/entreprises/Management-env/approche-produit/Promotion/Panorama-FrameSet.htm>

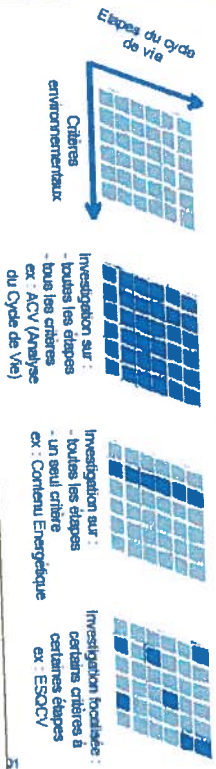
28.07.04

## Annexe 4 : Le management environnemental

« L'environnement devient progressivement l'une des principales composantes du management des entreprises. C'est pourquoi, les entreprises, et plus particulièrement les PME, conscientes de l'importance de l'environnement dans leur stratégie de développement (notamment pour des raisons de pérennisation de leur activité) s'engagent de plus en plus dans ces démarches volontaires de management environnemental. » (ADEME) « Il désigne des méthodes de gestion et d'organisation de l'entreprise, visant à prendre en compte de façon systématique l'impact des activités de l'entreprise sur l'environnement, à évaluer cet impact et à le réduire » (OREE Org, 2002). La finalité recherchée est l'amélioration de l'intégration d'un organisme dans son environnement en respectant ses spécificités et en évitant toute dégradation irréversible de l'environnement, respectant ainsi un des points clef du concept du développement durable.

Parmi ces démarches, « on distingue généralement deux approches : celle centrée sur les sites de production et celle axée sur les produits. Dans les faits, cette distinction apparaît quelque peu formelle : bien que présentant des stades de développement très différents, ces deux approches se rejoignent sur de nombreux points et contribuant toutes deux à une amélioration environnementale des activités considérées. » (ADEME)

	Approche par organisme ou « management environnemental site »	Approche produit ou l'éco-conception.
<b>Définition</b>	En phase de large diffusion, même si les entreprises françaises ont accumulé un certain retard en matière de mise en place de <b>système de management environnemental " site "</b> , l'approche par organisme constitue un <b>outil de gestion interne à l'entreprise</b> , fondée sur l'amélioration continue. Qu'elle se traduise par l'Eco-Audit ou la certification ISO 14001, cette démarche relève du domaine d'action immédiat de l'industriel. Elle est par ailleurs un véritable outil de communication professionnelle et locale.	Dépassant les murs de l'entreprise car prenant en compte toutes les étapes du <b>cycle de vie du produit</b> , cette approche relève à la fois du management interne et externe de l'industriel. Elle conduit à <b>concevoir ou améliorer les produits</b> en intégrant une <b>vision globale de l'environnement</b> . Encore relativement marginale à ce jour, le management environnemental " approche produit " constitue une <b>approche complémentaire et prometteuse</b> , apte à véhiculer jusqu'aux consommateurs finaux les efforts environnementaux réalisés. C'est l'intégration de questions environnementales dans la conception des produits, tout en répondant aux attentes "classiques" des consommateurs (qualités, prix...), dans un contexte industriel identique (faisabilité technique, délais, concurrence...).
<b>Sujet</b>	L'entreprise : <b>gestion et organisation</b>	Le produit : <b>biens et services</b>
<b>Secteurs d'application</b>	Le management environnemental « site » n'est pas une filière ciblée mais bien un domaine transversal qui à sa place au sein de toutes les filières.	La démarche éco-conception peut s'appliquer à : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ tous les secteurs d'activités</li> <li>▪ et à différentes compétences de l'entreprise (production, R&amp;D,</li> </ul>

		environnement, commercial, marketing, finances
<b>Objectifs</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>Prendre en compte l'impact de l'activité de l'entreprise sur l'environnement, évaluer cet impact et le réduire</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Améliorer la qualité écologique d'un produit nouveau ou existant</li><li>Optimiser les efforts environnementaux : repérer les principales sources d'impacts négatifs sur l'environnement et éviter les transferts de pollution</li></ul>
<b>Démarche</b> Volontaire, préventive et globale	<p>La mise en place du management environnemental « site » commence par une analyse des aspects environnementaux de l'activité considérée mais peut aller jusqu'à des stades d'approfondissement divers (analyse, prédiagnostic, diagnostic...).</p> <p>Elle peut être menée jusqu'à la mise en place éventuelle d'un système de management environnemental (SME) et peut être reconnu par une certification, soit la certification Iso 14001, soit l'enregistrement selon le règlement européen Eco-Audit.</p> <p>L'élaboration d'un système de management environnemental (SME) selon la norme Iso 14001 ou selon le règlement européen d'Eco-Audit fait appel à un enchaînement d'étapes :</p>	<p>Les démarches d'éco-conception peuvent être</p> <ul style="list-style-type: none"><li><b>exhaustives</b> : tout le cycle de vie et tous les impacts environnementaux sont pris en compte</li><li><b>sélectives</b> : la démarche ne s'attache qu'à un ou quelques problèmes environnementaux préalablement identifiés, en s'assurant toutefois que les pistes d'amélioration proposées n'aggravent pas d'autres impacts</li></ul> <p>Il n'existe pas une méthode pour faire de l'éco-conception. Chaque démarche doit être adaptée à la structure, l'organisation et aux objectifs de l'entreprise. Ce point limite actuellement sa diffusion à grande échelle dans le monde industriel.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Investigation sur toutes les étapes, tous les critères (ou méthode quantitative) ex : ACV</li><li>Investigation sur toutes les étapes et un seul critère ex : contenu énergétique</li><li>Investigation focalisée (ou méthode semi quantitative) : certains critères à certaines étapes ex : ESQCV (Evaluation Simplifiée et Qualitative du Cycle de Vie)</li></ul>
<b>Méthodes d'investigation</b>	<p><u>Le diagnostic Initial ou l'auto-diagnostic.</u></p> <p><u>La formation à l'Iso 14001 ou à l'Eco-Audit.</u></p> <p><u>L'élaboration du SME.</u></p> <p><u>La formation à l'audit interne de SME.</u></p> <p><u>L'audit à blanc.</u></p> <p><u>La certification.</u></p> <p><u>L'audit interne.</u></p> <p><u>L'informatisation de votre SME et sa migration vers l'EMIS-Environmental Management Information System</u></p>	



	<p>Pour accéder au management environnemental, différents outils et méthodologies sont à votre disposition.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Veille réglementaire</b> : une démarche environnementale commence toujours par une identification préliminaire des exigences légales, se poursuit par une mise en conformité et se pérennise par la mise à jour des informations réglementaires applicables à l'organisme.</li> <li>▪ <b>Le PEE (Plan environnement entreprise)</b> par l'Ademe) et ses différents modules : Etat des lieux et 1er programme, Iso 14001, Eco-Audit, Amélioration des Performances ;</li> <li>▪ <b>Les guides sectoriels d'utilisation du PEE</b> développés pour certaines branches d'activité ;</li> <li>▪ <b>Les compléments Hygiène et Sécurité</b> établis dans l'esprit du PEE et permettant d'élargir le champ d'investigation en y incluant à volonté des préoccupations concernant l'hygiène du personnel et/ou la sécurité des installations ;</li> <li>▪ De nombreux ouvrages traitent également de la mise en œuvre de la norme Iso 14001 en fournissant des recommandations et/ou des exemples d'application, mais sans fournir les mêmes supports pragmatiques que le PEE.</li> </ul>	<p>Les outils synthétiques (check-listes, logiciels...) apportent commodité et rapidité à leurs utilisateurs. Toutefois, l'élaboration initiale de ces outils nécessite des compétences particulières généralement détenues par des bureaux d'études spécialisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Analyse du Cycle de Vie</b> : outil d'évaluation globale et multicritère des impacts environnementaux</li> <li>▪ <b>L'empreinte écologique</b><sup>1</sup> : cet outil permet d'identifier les modes de vie ayant une forte pression sur l'environnement. (développé par Mathis Wackernell)</li> <li>▪ <b>Le sac à dos écologique</b><sup>2</sup> : vise à connaître la consommation d'environnement total d'un produit. (développé par Schmidt-Bleek)</li> <li>▪ <b>La check-lists</b> : est un document comportant plusieurs questions ou recommandations quant aux critères à respecter ou cibles à atteindre pour un produit ou un service.</li> <li>▪ <b>Outils informatiques</b> : logiciels spécifiques calculant les gains et pertes de telle ou telle modification (EIME)</li> </ul>
<p><b>Réglementation, normes</b></p>		<p><b>En France</b> : le fascicule de documentation NF FD X30-310 définit les notions essentielles pour la prise en compte de l'environnement dans la conception de produits.</p> <p><b>Au niveau européen</b>, la commission européenne travaille sur l'IPP, une panoplie intégrée de mesures environnementales visant à une amélioration continue de la performance environnementale des produits et des services dans un contexte de cycle de vie. La démarche d'éco-conception est l'un des outils de cette démarche</p> <p><b>Au niveau international</b>, un collectif d'experts travaille dans le cadre d'un groupe de travail ISO sur la normalisation de la démarche d'éco-conception (Design For Environment).</p>

<sup>1</sup> L'empreinte écologique permet de façon pédagogique de définir un « espace occupé » par personne suivant ses consommations (énergie fossile, eau douce, papier...).

<sup>2</sup> Principe de base : tout produit (bien ou service) représente avant tout une « consommation d'environnement ». Du fait des transformations opérées par l'homme à partir des ressources naturelles un kilo de matière dans un produit fini représente davantage en poids d'environnement. Le sac à dos écologique permet de mesurer le poids de l'utilisation de ressources abiotiques et biotiques, déplacement du sol dans l'agriculture et la forêt, eau et air. Il donne les résultats suivants sur quelques produits courants : un jean de 600 grammes représente en réalité 32 kilos de matière auxquels il faut rajouter 8000 litres d'eau ; 1 litre de jus d'orange déplace plus de 100 kilos de terre et d'eau...



<p>Les normes internationales de gestion environnementale doivent permettre aux entreprises et organismes d'acquies des outils et d'intégrer des principes environnementaux à leur système de gestion déjà en place. Ces outils de gestion de l'environnement sont des outils de développement durable. Ils permettent notamment de formaliser des plans d'action pour une meilleure gestion des impacts liés à une activité, un service donné, un produit utilisé.</p> <p>Ces préoccupations environnementales s'inscrivent dans un contexte d'une législation de plus en plus stricte et d'une volonté d'accéder aux marchés internationaux.</p> <p>Deux grandes familles de normes se distinguent :</p>	
<p><b>Des normes d'organisation :</b></p> <p><u>NF EN ISO 14001</u> : Systèmes de management environnemental - Spécifications et lignes directrices pour son utilisation</p> <p><u>NF EN ISO 14004</u> : Systèmes de management environnemental - Lignes directrices générales concernant les principes, les systèmes et les techniques de mise en oeuvre</p> <p><u>NF EN ISO 14031</u> : Management environnemental - Évaluation de la performance environnementale - Lignes directrices</p> <p><u>NF ISO 14015</u> : Management environnemental - Évaluation environnementale de sites et d'organismes (EESO)</p> <p><u>NF ISO 14050</u> : Management environnemental - Vocabulaire</p> <p><u>NF EN ISO 19011</u> : Lignes directrices pour l'audit des systèmes de management de la qualité et/ou de management environnemental</p>	
<p><b>Des normes de produits :</b></p> <p><u>ISO/GUIDE 64</u> : Guide pour l'introduction des aspects environnementaux dans les normes de produit</p> <p><u>NF EN ISO 14020</u> : Étiquettes et déclarations environnementales - Principes généraux</p> <p><u>NF EN ISO 14021</u> : Marquages et déclarations environnementaux - Autodéclarations environnementales (Étiquetage de type II)</p> <p><u>NF EN ISO 14024</u> : Marquage et déclarations environnementaux - Étiquetage environnemental de type I - Principes et méthodes</p> <p><u>XP ISO/TR 14025</u> : Marquages et déclarations environnementaux - Déclarations environnementales de type III</p> <p>La série des <u>ISO 14040</u> : NF EN ISO 14040 : Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Principes et cadre.</p> <p><u>NF EN ISO 14041</u> : Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Définition de l'objectif et du champ d'étude et analyse de l'inventaire.</p> <p><u>NF EN ISO 14042</u> : Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Évaluation de l'impact du cycle de vie</p> <p><u>NF EN ISO 14043</u> : Management environnemental - Analyse du cycle de vie - Interprétation du cycle de vie</p> <p><u>XP ISO/TR 14062</u> : Management environnemental - Intégration des aspects environnementaux dans la conception et le développement de produit</p>	

Système d'évaluation		<p>L'expérience montre l'intérêt de tester la démarche sur un ou quelques produits avant de l'étendre à l'ensemble de la gamme, afin que les différents acteurs de l'entreprise se l'approprient et la maîtrisent.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Cette démarche est <b>préventive</b> et permet de réduire les impacts sur l'environnement à la source. En effet, les caractéristiques initiales du produit déterminent en général les possibilités de valorisation en fin de vie.</li> <li>▪ Cette démarche favorise également l'<b>innovation</b> par la réflexion qu'elle sollicite au niveau de la conception.</li> <li>▪ Elle est de plus universelle, car elle peut être intégrée dans une entreprise novice dans la gestion de l'environnement comme être menée de manière complémentaire à des actions menées sur les sites (démarche ISO 14001 par exemple) et les procédés industriels.</li> <li>▪ Enfin, cette démarche présente un <b>intérêt stratégique</b> en terme de communication. En effet les résultats obtenus au cours de ce type d'approche peuvent être communiqués vers le client et différenciés le produit de ses concurrents.</li> </ul>
Intérêts	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Vecteur d'image</b>, il démontre leur engagement en tant qu'<b>entreprises citoyennes</b>.</li> <li>▪ Outil de dialogue, il assure la <b>confiance</b> de vos partenaires (clients, donneurs d'ordre, administrations, investisseurs, riverains, associations de protection de l'environnement, assureurs, ...). Les relations entre les donneurs d'ordre et les fournisseurs sont souvent désignées comme un moteur essentiel au développement de ces démarches.</li> <li>▪ Outil de <b>maîtrise des coûts</b>, un système de management environnemental permet de prévenir les incidents et de minimiser leurs impacts grâce aux actions de prévention, un possible retour sur investissement au travers d'une meilleure économie des consommations et des rejets/déchets, une amélioration de l'image de l'entreprise une motivation particulière du personnel (souvent plus facile qu'avec l'assurance qualité)...</li> <li>▪ Outil de <b>mobilisation des collaborateurs</b>, il fédère le personnel autour d'un projet commun améliorant directement leur contexte professionnel (santé, sécurité, ...).</li> </ul>	

A noter enfin que les PME/PMI, conscientes de l'importance de l'environnement dans leur stratégie de développement (notamment pour des raisons de pérennisation de leur activité), s'engagent de plus en plus dans ces démarches volontaires de management environnemental (SME) ont

Plus de 80 % des 500 entreprises interrogées pour l'Iso sur leur expérience de la mise en œuvre de systèmes de management environnemental (SME) ont souligné sa **rentabilité** et plus de 60 % d'entre elles citent des **temps de retour sur investissement de moins de 12 mois**. Ces résultats d'une étude européenne sont cités par l'Iso (Organisation internationale de normalisation) dans un ouvrage, *Le management environnemental et Iso 14000*.

Source :

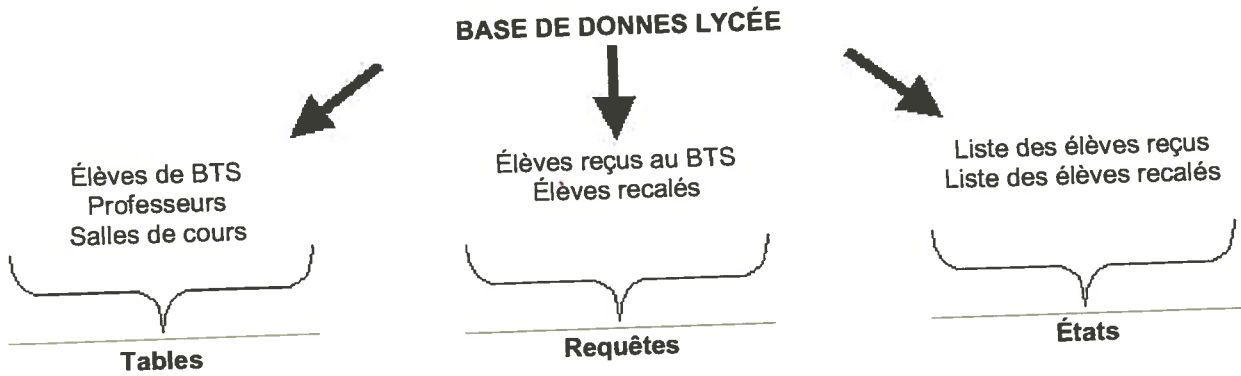
- Le management environnemental, AFNOR [http://www.afnor.fr/sd21000/sujets\\_peripheriques\\_ESP\\_SUJETS\\_SD/management\\_environnemental.htm?lang=French](http://www.afnor.fr/sd21000/sujets_peripheriques_ESP_SUJETS_SD/management_environnemental.htm?lang=French)
- Eco-conception mode d'emploi, Dossier ADEME <http://www.ademe.fr/htdocs/publications/dossier/26/p2.htm>
- Management environnemental, ADEME <http://www.ademe.fr/entreprises/Management-env/Introduction.htm>
- L'éco-conception c'est quoi ? ADEME 2001
- [http://www.ademe.fr/entreprises/Management-env/Approche-produit/eco-conception/Documents\\_2002/FICHES.PDF](http://www.ademe.fr/entreprises/Management-env/Approche-produit/eco-conception/Documents_2002/FICHES.PDF)
- [http://www.planetecologie.org/ENCYCLOPEDIE/EnvironQuotidien/0\\_0ecolab.htm](http://www.planetecologie.org/ENCYCLOPEDIE/EnvironQuotidien/0_0ecolab.htm)
- Ecolabel en France <http://www.ecolabel.fr/>
- Management environnemental, Enviro 2B
- [http://www.enviro2b.com/france/loc/html/Nos\\_dossiers/Management\\_Environnemental/fiche\\_management\\_environnemental/fiche\\_management\\_environnement.html](http://www.enviro2b.com/france/loc/html/Nos_dossiers/Management_Environnemental/fiche_management_environnemental/fiche_management_environnement.html)
- [http://www.enviro2b.com/guides/expertise/management\\_environnemental/presentation.html](http://www.enviro2b.com/guides/expertise/management_environnemental/presentation.html)
- Système de management environnemental, Enviro 2B, [http://www.enviro2b.com/guides/expertise/management\\_environnemental/presentation.html](http://www.enviro2b.com/guides/expertise/management_environnemental/presentation.html)

FICHE 2 : LE VOCABULAIRE D'ACCESS

1. UNE BASE DE DONNEES

Une **BASE DE DONNÉES** est un ensemble d'objets informatiques (tables, requêtes, états d'impression...) ayant autant en commun qu'il est possible un rapport en commun.

Exemple de base de données :



2. UNE TABLE

Une **TABLE** est un fichier contenant des informations rangées en enregistrements (lignes). Chaque table est composée d'une structure (son squelette) et de données (renseignements proprement dits). La structure est « le contenant » et l'ensemble des enregistrements est « le contenu ».

3. LA STRUCTURE D'UNE TABLE

La **STRUCTURE** d'une table est son squelette. C'est la structure qui détermine le contenu de chaque enregistrement. Chaque enregistrement d'une même table a la même structure mais pas le même contenu.

Nom de la table : CLIENTS			
Structure :	CODE	NOM	TÉLÉPHONE
1 <sup>er</sup> enregistrement	B128	BERNARD Claude	03.27.12.18.19
2 <sup>ème</sup> enregistrement	B124	BOUES Alain	03.27.30.20.31
3 <sup>ème</sup> enregistrement	R128	RIVOT Marcel	03.27.33.12.24
4 <sup>ème</sup> enregistrement	C228	CHASTIAN Luc	03.20.52.66.13
5 <sup>ème</sup> enregistrement	C229	CIRON David	03.20.59.68.78
etc.	etc.	etc.	etc.

4. UNE REQUETE

Une **REQUÊTE** est un « petit programme » que l'utilisateur crée sans s'en rendre compte et qui permet d'extraire ou de traiter, par le biais de paramètres, un ensemble d'enregistrements appartenant à une table spécifiée. Le résultat peut être consulté à l'écran ou générer la création d'une nouvelle table. Une requête peut être sauvegardée et être exécutée autant de fois que voulu.

Exemple de requête possible : Quels sont les clients habitant le département du nord ?

5. UN FORMULAIRE

Un **FORMULAIRE** est un écran de saisie créé par l'utilisateur. Les formulaires permettent d'avoir des écrans de saisie personnalisés, plus conviviaux pour les personnes peu initiées à ACCESS et chargées de la mise à jour des données.

6. UN ETAT

Un **ÉTAT** qui permet de faire une impression personnalisée d'une table. L'état peut être sauvegardé et donc être exécuté autant de fois que voulu même si on ajoute ou supprime des enregistrements dans la table.



## **Annexe 6 : Extrait de la loi de la CNIL**

### **Loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés**

#### **CHAPITRE Ier PRINCIPES ET DÉFINITIONS**

##### **Article 1er**

L'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni aux droits de l'homme, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou publiques.

##### **Article 3**

Toute personne a le droit de connaître et de contester les informations et les raisonnements utilisés dans les traitements automatisés dont les résultats lui sont opposés.

#### **CHAPITRE II LA COMMISSION NATIONALE DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTÉS**

##### **Article 6**

Une Commission nationale de l'informatique et des libertés est instituée. Elle est chargée de veiller au respect des dispositions de la présente loi, notamment en informant toutes les personnes concernées de leurs droits et obligations, en se concertant avec elles et en contrôlant les applications de l'informatique aux traitements des informations nominatives. La commission dispose à cet effet d'un pouvoir réglementaire, dans les cas prévus par la présente loi.

#### **CHAPITRE III FORMALITÉS PRÉALABLES À LA MISE EN OEUVRE DES TRAITEMENTS AUTOMATISÉS**

##### **Article 14**

La Commission nationale de l'informatique et des libertés veille à ce que les traitements automatisés, publics ou privés d'informations nominatives, soient effectués conformément aux dispositions de la présente loi.

##### **Article 15**

Hormis les cas où ils doivent être autorisés par la loi, les traitements automatisés d'informations nominatives opérés pour le compte de l'État, d'un établissement public ou d'une collectivité territoriale, ou d'une personne morale de droit privé gérant un service public, sont décidés par un acte réglementaire pris après avis motivé de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

Si l'avis de la commission est défavorable, il ne peut être passé outre que par un décret pris sur avis conforme du Conseil d'État ou s'agissant d'une collectivité territoriale, en vertu d'une décision de son organe délibérant approuvée par décret pris sur avis conforme du Conseil d'État.

Si, au terme d'un délai de deux mois renouvelable une seule fois sur décision du président, l'avis de la commission n'est pas notifié, il est réputé favorable.

##### **Article 17**

Pour les catégories les plus courantes de traitements à caractère public ou privé, qui ne comportent manifestement pas d'atteinte à la vie privée ou aux libertés, la Commission nationale de l'informatique et des libertés établit et publie des normes simplifiées inspirées des caractéristiques mentionnées à l'article 19.

Pour les traitements répondant à ces normes, seule une déclaration simplifiée de conformité à l'une de ces normes est déposée auprès de la commission. Sauf décision particulière de celle-ci, le récépissé de déclaration est délivré sans délai. Dès réception de ce récépissé, le demandeur peut mettre en oeuvre le traitement. Il n'est exonéré d'aucune de ses responsabilités.

##### **Article 19**

La demande d'avis ou la déclaration doit préciser :

la personne qui présente la demande et celle qui a pouvoir de décider la création du traitement ou, si elle réside à l'étranger, son représentant en France ;



les caractéristiques, la finalité et, s'il y a lieu, la dénomination du traitement ;  
 le service ou les services chargés de mettre en oeuvre celui-ci ;  
 le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre V ci-dessous, ainsi que les mesures prises pour faciliter l'exercice de ce droit ;  
 les catégories de personnes qui, à raison de leurs fonctions ou pour les besoins du service, ont directement accès aux informations enregistrées ;  
 les informations nominatives traitées, leur origine et la durée de leur conservation ainsi que leurs destinataires ou catégories de destinataires habilités à recevoir communication de ces informations ;  
 les rapprochements, interconnexions ou toute autre forme de mise en relation de ces informations ainsi que leur cession à des tiers ;  
 les dispositions prises pour assurer la sécurité des traitements et des informations et la garantie des secrets protégés par la loi ;  
 si le traitement est destiné à l'expédition d'informations nominatives entre le territoire français et l'étranger, sous quelque forme que ce soit, y compris lorsqu'il est l'objet d'opérations partiellement effectuées sur le territoire français à partir d'opérations antérieurement réalisées hors de France.  
 Toute modification aux mentions énumérées ci-dessus, ou toute suppression de traitement, est portée à la connaissance de la commission.  
 Peuvent ne pas comporter certaines des mentions énumérées ci-dessus les demandes d'avis relatives aux traitements automatisés d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique.

#### **Article 20**

L'acte réglementaire prévu pour les traitements régis par l'article 15 ci-dessus précise notamment :  
 la dénomination et la finalité du traitement ;  
 le service auprès duquel s'exerce le droit d'accès défini au chapitre V ci-dessous ;  
 les catégories d'informations nominatives enregistrées ainsi que les destinataires ou catégories de destinataires habilités à recevoir communication de ces informations.  
 Des décrets en Conseil d'État peuvent disposer que les actes réglementaires relatifs à certains traitements intéressant la sûreté de l'État, la défense et la sécurité publique ne seront pas publiés.

### **CHAPITRE IV** **COLLECTE, ENREGISTREMENT ET CONSERVATION DES INFORMATIONS** **NOMINATIVES**

#### **Article 26**

Toute personne physique a le droit de s'opposer, pour des raisons légitimes, à ce que des informations nominatives la concernant fassent l'objet d'un traitement.  
 Ce droit ne s'applique pas aux traitements limitativement désignés dans l'acte réglementaire prévu à l'article 15.

#### **Article 27**

Les personnes auprès desquelles sont recueillies des informations nominatives doivent être informées :  
 du caractère obligatoire ou facultatif des réponses ;  
 des conséquences à leur égard d'un défaut de réponse ;  
 des personnes physiques ou morales destinataires des informations ;  
 de l'existence d'un droit d'accès et de rectification.

Lorsque de telles informations sont recueillies par voie de questionnaires, ceux-ci doivent porter mention de ces prescriptions.

Ces dispositions ne s'appliquent pas à la collecte des informations nécessaires à la constatation des infractions.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 6 janvier 1978, par le Président de la République : **Valéry GISCARD D'ESTAING**,

*Date de dernière modification : 07/06/04*